



SEMAINE DE L'OCDE 2012

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL AUX MINISTRES
2012**

Rapport du Secrétaire général aux ministres 2012

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Crédits photo :

Toutes les photos sont © OCDE sauf page 11, © STRINGER Italy/Reuters, page 14, © Yonhap, page 17, © Xinhua.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2012

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Table des matières

VUE D'ENSEMBLE

L'OCDE en quelques mots	4
Orientations stratégiques du Secrétaire général	6
Activités du Secrétaire général en 2011	18
Cabinet du Secrétaire général	22
Semaine de l'OCDE 2011	24
Réunion 2011 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres	26
Gestion financière et budgétaire	33
Organigramme	34

Direction des statistiques	56
Centre de politique et d'administration fiscales	58
Direction des échanges et de l'agriculture	60
Secrétariat du Conseil et des relations mondiales	62
Bureau du Sherpa	64
Relations extérieures et communication	66
Direction exécutive	68
Audit interne et évaluation	69
Direction des affaires juridiques	70

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Direction de la coopération pour le développement	38
Département des affaires économiques	40
Direction de l'éducation	42
Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales	44
Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local	46
Direction de l'environnement	48
Direction des affaires financières et des entreprises	50
Direction de la gouvernance publique et du développement territorial	52
Direction de la science, de la technologie et de l'industrie	54

AGENCES DE L'OCDE ET AUTRES ENTITÉS SPÉCIALES

Centre de développement	72
Agence internationale de l'énergie	72
Agence pour l'énergie nucléaire	73
Forum pour le partenariat avec l'Afrique	74
Groupe d'action financière	74
Forum international des transports	75
Partenariat pour la gouvernance démocratique	75
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	76
Comité consultatif économique et industriel	77
Commission syndicale consultative	77

L'OCDE en quelques mots

www.oecd.org/apropos

webmaster@oecd.org

L'OCDE est une organisation intergouvernementale qui a établi des normes mondiales, des conventions internationales, des accords et des recommandations afin de promouvoir des règles dans des domaines comme la gouvernance, la lutte contre la corruption, la responsabilité des entreprises, l'aide au développement, l'investissement mondial, la fiscalité internationale et l'environnement. De nombreux pays partenaires adhèrent à ces accords. L'OCDE fournit aussi des conseils dans la quasi-totalité des secteurs d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, et est l'une des sources les plus importantes et les plus fiables au monde de données statistiques comparables sur l'économie, les échanges, l'emploi, l'éducation, les migrations, la santé, l'environnement et de nombreux autres domaines.

L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements et diverses parties prenantes peuvent analyser les situations, confronter leurs expériences, recenser les bonnes pratiques et promouvoir les conclusions et conseils d'experts. La coopération, le dialogue, le consensus et les examens par les pairs sont au cœur de l'action menée par l'Organisation pour parvenir à une économie et une société mondiales plus fortes, plus saines et plus justes. L'OCDE apporte aux responsables de l'action publique des éclairages sur les défis à long ou à court terme, tout en identifiant les nouvelles problématiques et les politiques aptes à y remédier.

Aujourd'hui, l'OCDE compte 34 membres et conduit des négociations avec la Fédération de Russie en vue de son adhésion. L'Afrique du Sud, le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde et l'Indonésie participent aux travaux de l'OCDE dans le cadre d'un programme d'engagement renforcé fondé sur l'intérêt mutuel. L'OCDE collabore également avec plus d'une centaine d'autres économies. ■



Pays membres de l'OCDE : Ambassadeurs auprès de l'OCDE* et dates d'adhésion

www.oecd.org/paysmembres

Allemagne	Son Excellence M. Johannes Westerhoff	1961
Australie	Son Excellence M. Chris Barrett	1971
Autriche	Son Excellence M. Wolfgang Petritsch	1961
Belgique	Son Excellence M. Yves Haesendonck	1961
Canada	Son Excellence Mme Judith LaRocque	1961
Chili	Son Excellence M. Raúl Sáez	2010
Corée	Son Excellence M. Kyung Wook Hur	1996
Danemark	Son Excellence M. Poul Erik Dam Kristensen	1961
Espagne	Son Excellence M. Ricardo Díez-Hochleitner	1961
Estonie	Son Excellence M. Marten Kokk	2010
États-Unis	Son Excellence Mme Karen Kornbluh	1961
Finlande	Son Excellence M. Antti Kuosmanen	1969
France	Son Excellence Mme Pascale Andréani	1961
Grèce	Son Excellence Mme Konstantina Birmpili	1961
Hongrie	Son Excellence M. István Mikola	1996
Irlande	Son Excellence M. Michael Forbes	1961
Islande	Son Excellence Mme Berglind Ásgeirsdóttir	1961
Israël	Son Excellence M. Nimrod Barkan	2010
Italie	Son Excellence M. Carlo Maria Oliva	1962
Japon	Son Excellence M. Motohide Yoshikawa	1964
Luxembourg	Son Excellence M. Georges Santer	1961
Mexique	Son Excellence M. Agustín García-López Loaeza	1994
Norvège	Son Excellence M. Tore Eriksen	1961
Nouvelle-Zélande	Son Excellence Mme Rosemary Banks	1973
Pays-Bas	Son Excellence M. Edmond H. Wellenstein	1961
Pologne	Son Excellence M. Pawel Wojciechowski	1996
Portugal	M. Manuel Caldeirinha (<i>ad interim</i>)	1961
République slovaque	Son Excellence Mme Ingrid Brocková	2000
République tchèque	Son Excellence M. Karel Dyba	1995
Royaume-Uni	Son Excellence M. Nicholas Bridge	1961
Slovénie	Son Excellence M. Andrej Rant	2010
Suède	Son Excellence M. Anders Ahnlid	1961
Suisse	Son Excellence M. Stefan Flückiger	1961
Turquie	Son Excellence M. Kadri Ecvet Tezcan	1961
Union européenne	Son Excellence Mme Maria Francesca Spatolisano	1961

* depuis le 2 avril 2012

Candidat à l'adhésion

www.oecd.org/adhesion

Fédération de Russie

Pays de l'Engagement renforcé

www.oecd.org/engagementrenforce

Afrique du Sud
Brésil
Chine, République populaire de
Inde
Indonésie

Orientations stratégiques du Secrétaire général

Cette note présente mon analyse initiale des priorités auxquelles l'OCDE devra vraisemblablement faire face au cours des années à venir. Ces priorités sont déterminées par le contexte général dans lequel l'Organisation devra sans doute contribuer aux choix et perspectives de ses membres dans le proche avenir et s'inspirent, en partie, des nombreuses discussions que j'ai eues avec les dirigeants politiques, les décideurs, les hauts responsables gouvernementaux, les parlementaires, les chefs de délégation et d'autres parties prenantes.

Cette note traite donc des priorités d'action pour les membres de l'OCDE et les pays partenaires, ainsi que des choix difficiles à faire pour surmonter la crise actuelle. Dans cet environnement budgétaire tendu, nous restons plus déterminés que jamais à fournir des analyses et des avis de première qualité à nos gouvernements et à nos responsables publics, dans l'intérêt des citoyens, et conformément à notre mission qui est de proposer « des politiques meilleures pour une vie meilleure ». Nous continuerons à le faire en intégrant et en approfondissant notre approche consistant à « penser structurel », « penser social », « penser vert » et « penser institutionnel », car ces quatre éléments peuvent fournir les bases solides nécessaires pour rétablir la confiance et promouvoir une croissance verte et inclusive, et promouvoir l'emploi.



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, rencontre Mariano Rajoy, Président du gouvernement espagnol, au Palais de la Moncloa à Madrid, mars 2012



Le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda accueille le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría à Tokyo, en avril 2012.

Les perspectives mondiales et les enjeux

Un contexte économique difficile...

La reprise, après la plus grave crise financière et économique de notre temps, est encore hésitante dans nombre de nos pays membres et les perspectives pour le biennium qui s'annonce sont incertaines. Les responsables de l'élaboration des politiques ont à surmonter des défis complexes, au nombre desquels la nécessité de remédier à la faiblesse de l'activité économique, de continuer à endiguer la crise de la dette souveraine et la crise bancaire dans la zone euro, de stabiliser le secteur financier, de s'attaquer à la progression et à la persistance du chômage, surtout parmi les jeunes, et d'assainir les finances publiques sans étouffer la croissance. En outre, à long terme, il est indispensable qu'ils assurent une croissance plus forte, plus verte et plus inclusive, compte tenu de la forte accentuation des inégalités sociales observée dans la plupart de nos pays membres ces dernières décennies. Pour être à la hauteur de ces enjeux considérables, il faudra améliorer l'efficacité de la prestation des services publics et, plus généralement, renforcer les capacités des administrations publiques.

Ces actions sont d'autant plus importantes que les pouvoirs publics sont confrontés à une perte de confiance dans leur aptitude à gérer efficacement la crise et dans la capacité de l'économie de marché de répondre aux attentes et aux besoins des citoyens. Le sentiment qui prévaut est que le système économique actuel n'a permis ni d'éviter la pire crise financière de notre temps, ni d'instaurer une société plus inclusive, ce qui appelle un débat approfondi sur l'élaboration de nouveaux modèles à même de favoriser une croissance plus forte, plus durable et plus inclusive. Le moment est venu de réexaminer, réévaluer et repenser notre grille d'analyse et d'accepter le fait qu'il n'y a pas un modèle économique unique d'équilibre général, mais plutôt un système plus complexe avec divers équilibres entre différents objectifs d'action et plusieurs trajectoires de développement possibles.

De son côté, la communauté internationale devra progresser dans sa recherche de solutions aux grands enjeux mondiaux. Il lui faudra notamment faire avancer les négociations sur le changement climatique et mettre en

application les engagements souscrits dans ce domaine, et également élargir la coopération internationale en matière d'aide pour le commerce, d'échanges de services, de lutte contre le protectionnisme et de renforcement du système commercial multilatéral, compte tenu de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations à l'OMC. L'échéance fixée à 2015 des objectifs du Millénaire pour le développement et la nécessité de lancer le « Nouveau partenariat pour une coopération efficace au service du développement » défini à Busan seront au cœur des efforts de développement déployés à l'échelon international.

... appelle de Nouvelles approches face aux défis économiques

Pour faire face à ces importants défis, l'OCDE doit être à l'avant-garde d'une nouvelle réflexion économique et remettre en question les « vérités établies » et les analyses conventionnelles (y compris les siennes), tout en réexaminant et peaufinant ses conseils. L'Organisation doit tirer des conclusions pertinentes et parfois difficiles des tendances économiques, sociales et environnementales, et s'inspirer des approches qui se sont révélées efficaces dans les économies partenaires et les économies de marché émergentes.

Un aspect important à prendre en compte dans cet effort est le caractère pluridimensionnel du progrès qui ne saurait se mesurer qu'en termes de PIB. D'autres dimensions sont tout aussi vitales, comme l'environnement, les considérations d'équité et le bien-être. Il nous faut mieux comprendre les interactions, les synergies et les arbitrages entre ces différents aspects pour en tirer les conséquences voulues sur le plan des politiques à mettre en œuvre et des conseils à donner. Il nous faut également intégrer l'impératif de solidarité dans notre analyse et mettre au point des outils destinés à assurer que dans tous les pays, quels que soient leur situation et leur niveau de développement, les retombées positives de la croissance sont plus également réparties entre les divers groupes sociaux et les diverses régions et contribuent à une amélioration du bien-être social général. Il s'agit, là aussi, du thème central et de l'ambition de la réunion ministérielle de cette année, dont le mot d'ordre est : « Tous à bord ».



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Nicolas Sarkozy, Président de la République française, au siège de l'OCDE, juin 2011



Dmitri Medvedev, Président de la Fédération de Russie, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, lors d'une réunion à Moscou, avril 2011

Dans cette optique, un effort essentiel au niveau de l'ensemble de l'Organisation sur de « Nouvelles approches face aux défis économiques » sera entrepris, que je superviserai personnellement et sur lequel je solliciterai les indications des Ministres à la RCM 2012. Ce projet découle de la « Vision d'avenir » exprimée à l'occasion de notre 50^e anniversaire, quant à la nécessité de réfléchir aux enseignements tirés de la crise. Ses principaux objectifs seront d'élaborer « Un programme d'action de l'OCDE pour une croissance inclusive », consolidant ainsi les bases d'une croissance inclusive et du bien-être à long terme, et d'actualiser nos grilles d'analyse. Il ne s'agit pas d'échafauder une nouvelle théorie économique, l'impératif étant plutôt de mieux évaluer les fondements économiques sur lesquels reposent les conseils que nous donnons sur les politiques à suivre. L'objectif est aussi de faire en sorte que l'OCDE soit mieux à

même de faire face aux problèmes interdépendants, et de prendre en compte les interactions, les arbitrages et les retombées dans les différents domaines. Nous examinerons de plus près les conséquences non souhaitées des politiques publiques sur la distribution du revenu, l'environnement, la cohésion sociale et le bien-être, entre autres. Ce projet nous permettra de mieux adapter nos conseils aux contextes institutionnels et politico-économiques particuliers et d'apporter à nos membres et à nos partenaires une contribution plus efficace à la conception et à la mise en œuvre des politiques (la problématique du « comment faire »).

Les Nouvelles approches face aux défis économiques permettront à l'OCDE de conserver sa pertinence dans la réflexion économique et la conception des politiques. En fait, nous avons déjà fait beaucoup dans ce sens depuis le début de la crise, mais nous devons encore mettre en évidence les changements qui s'imposent dans nos hypothèses et améliorer nos instruments d'analyse. C'est le projet horizontal le plus englobant. Afin d'assurer son aboutissement, nous établirons des contacts avec d'autres institutions et parties prenantes, notamment les entreprises, les syndicats et les milieux universitaires. Les Comités de l'OCDE seront au centre de l'exercice, non seulement pour tirer parti de leur expertise collective, mais aussi pour veiller à ce que les résultats soient intégrés dans leurs travaux et leurs réalisations. Les Nouvelles approches seront aussi fondées sur les enseignements tirés du projet en cours du Département des affaires économiques, « OECD @ 100 », sur les tendances et les perspectives économiques mondiales. Enfin, et surtout, la participation active dès le départ des principaux partenaires à ce projet stratégique sera indispensable si l'on veut que nos nouvelles « approches » saisissent les changements dans le paysage économique. Ce sera aussi un moyen utile et intéressant d'améliorer le dialogue sur les politiques à suivre et les modalités de partage des connaissances que nous avons établis avec eux.

L'OCDE sera ainsi beaucoup mieux placée pour aider les pays à faire face aux problèmes qu'ils rencontrent en leur fournissant des conseils adaptés et des produits spécifiques. Dans cette optique, l'Organisation se doit de proposer des analyses de qualité des perspectives économiques, sans perdre de vue la viabilité à long terme et les changements profonds dans le paysage économique mondial. Cela suppose notamment de mieux comprendre les marchés des capitaux et leurs liens avec l'économie réelle. Nous devons mettre en évidence les nouveaux leviers d'action qui permettront aux gouvernements d'assurer une croissance plus forte et plus inclusive ainsi que la création d'emplois, en particulier pour les jeunes. Nous devons aussi reconnaître que les besoins et les demandes des différents pays sont déterminés par les situations et les contextes politiques individuels. Il est aussi indispensable de faire face aux risques liés aux vellétés protectionnistes grandissantes, tout en veillant aux moyens d'assurer la neutralité concurrentielle chaque fois que des entreprises publiques sont impliquées dans des activités commerciales ou industrielles, à la fois



Ibrahim Abdulaziz Al-Assaf, ministre des Finances, Arabie saoudite, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, à l'occasion de la signature de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, Sommet du G20 à Cannes, novembre 2011

au sein des pays et lorsqu'elles interviennent et investissent au niveau international. Ces travaux engloberont aussi des travaux de recherche et d'analyse sur les mesures de soutien gouvernementales aux entreprises privées et sur les mesures d'incitation fiscale en faveur de l'implantation des investissements internationaux, certaines de ces mesures ayant des effets distorsifs sur la neutralité concurrentielle. Dans ce contexte, nous examinerons les conséquences de l'émergence d'une « nouvelle politique industrielle ». Enfin, nous devons mettre au point une approche modulaire, permettant de répondre aux besoins des régions ou des groupes de pays rencontrant des problèmes communs, afin de faciliter le partage des connaissances et des données d'expérience pour résoudre ces problèmes.

Renouer avec une croissance forte, inclusive et créatrice d'emplois

Pour apporter un soutien aux pays, nous devons approfondir et renforcer nos travaux consacrés aux nouvelles sources de croissance, comme la croissance verte, les actifs fondés sur le savoir, les compétences, l'égalité homme-femme et les migrations.

La Stratégie pour une croissance verte restera au cœur de nos préoccupations et sera développée dans deux directions principales. Premièrement, il est nécessaire de doter les pays d'instruments stratégiques pour lutter contre l'épuisement des ressources et les atteintes à l'environnement, qui constituent de lourdes menaces pour la croissance à long terme. Pour ce faire, il faut notamment élaborer des stratégies adaptées de gestion et de financement des risques de catastrophes. Deuxièmement, ces instruments favorisent l'émergence de nouvelles technologies et pratiques économes en ressources qui peuvent devenir de nouvelles sources de croissance. Notre capacité à intégrer la dimension environnementale dans les flux d'investissements déterminera la réussite de nos efforts. Nous améliorerons notre Boîte à outils afin de répondre aux défis spécifiques que rencontrent les pays en développement et les économies de marché émergentes. Nous œuvrerons aussi à une accélération de la mise en œuvre des politiques publiques au niveau des villes et des régions, comme indiqué dans les conclusions du Sommet des Maires 2012 de Chicago. Les politiques en faveur de la croissance verte devront faire partie intégrante des programmes nationaux de réforme et du dialogue international, y compris la Conférence de Rio+20 et la présidence mexicaine du G20. Enfin, une attention toute particulière sera portée à la valorisation des actifs naturels et à l'élaboration d'indicateurs de mesure du progrès. Nous poursuivrons nos travaux visant à mettre en place un Cadre d'action approprié pour le financement public et privé des mesures d'atténuation du changement climatique. Il s'agit de trouver les moyens de mobiliser les sommes importantes détenues par les investisseurs institutionnels. Ce faisant, nous contribuerons aux efforts déployés dans ce domaine à l'échelle internationale, en coopération avec d'autres organisations internationales.

Une économie du savoir dynamique constitue un gisement considérable de nouvelles sources de croissance. De nombreuses entreprises investissent massivement dans les actifs incorporels, et plusieurs économies font une utilisation de plus en plus intensive de ces actifs. En s'appuyant sur la Stratégie de l'OCDE pour



Le Premier ministre italien Mario Monti serre la main du Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría pendant une réunion au Palais Chigi à Rome, février 2012

l'innovation, l'OCDE dispose d'une ample marge de manœuvre pour continuer d'aller de l'avant et pour mieux comprendre et mesurer la valeur ajoutée dans l'économie numérique et le rôle économique des actifs incorporels (ou « actifs fondés sur le savoir ») – qui englobent non seulement les logiciels, les bases de données, le design et le marketing, mais également toutes les nouvelles formes d'organisation et de compétences – et réfléchir aux politiques les plus efficaces pour encourager le développement de ces actifs. À l'instar de la Stratégie sur les compétences, ces travaux conserveront une dimension pluridimensionnelle, couvrant des domaines aussi divers que la fiscalité, la concurrence, les droits de propriété intellectuelle, le régime réglementaire, l'utilisation de données privées et publiques et la communication d'informations par les entreprises, pour ne citer qu'eux.

Pour l'Organisation, un autre défi consiste à aider les pays à faire face à la crise sociale, notamment grâce à nos travaux novateurs sur les inégalités et sur l'emploi des jeunes. Nous continuerons de prodiguer aux pays des conseils en vue de lever les obstacles structurels à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, ce qui implique de réduire la segmentation du marché du travail et de rehausser la qualité des emplois, mais aussi de promouvoir l'égalité des chances face à l'emploi, notamment pour les femmes. Dans le prolongement de notre précédent rapport sur les inégalités et de nos travaux dans le domaine de l'éducation (PISA, PIAAC), la Stratégie sur les compétences et nos travaux consacrés à l'égalité homme-femme (qui ciblent les trois « E » : Éducation, Emploi et Entrepreneuriat), apportent une contribution capitale à ce domaine de travail.

Nous devons assurer le suivi de notre Stratégie sur les compétences et aider les pays à déployer des approches globales à l'égard des politiques menées dans ce domaine. La première étape pourrait consister à analyser les évolutions survenues au moyen de « Perspectives sur les compétences » annuelles, qui cerneront les nouveaux outils et les bonnes pratiques et compareront les initiatives engagées par les différents pays membres. Les politiques en faveur des compétences pourraient aussi être analysées à l'échelon national, en vue de formuler des conseils tenant compte des particularités de chaque pays concernant les instruments qui pourraient être employés pour

renforcer et rehausser les compétences, mieux faire correspondre les qualifications disponibles et les besoins de l'économie du savoir, trouver les moyens de financer les investissements dans les compétences et gérer les arbitrages qui en résultent, par exemple entre les dépenses en faveur de l'éducation des jeunes enfants et l'investissement dans les programmes de protection sociale à un stade ultérieur, entre autres considérations. L'expérience du PIAAC et les informations qu'il fournit joueront un rôle déterminant. Dans le climat économique morose qui prévaut, investir dans la génération actuelle de travailleurs offre des perspectives prometteuses de croissance et de gains de productivité pour l'avenir.

En matière d'égalité homme-femme, il importe de souligner que l'autonomisation économique des femmes permet non seulement de résorber les inégalités et de relever un défi moral, mais constitue également une très importante source de croissance. Les pays devraient donc faire tout leur possible, en particulier dans le contexte économique actuel, pour renforcer l'égalité des chances, accroître les taux d'activité et prendre pleinement en compte le potentiel qui est celui des femmes dans l'édification d'économies plus fortes. Depuis la Déclaration de l'OCDE de 1980 sur les politiques en faveur de l'emploi des femmes, les progrès sont lents et il reste beaucoup à faire, comme en témoigne le rapport de cette année qui sera présenté lors de la RCM. Ce rapport rappelle à nos membres leurs engagements et donne l'occasion d'actualiser la Déclaration de 1980, d'élargir sa portée et de renforcer son impact en la transformant en Recommandation sur l'égalité homme-femme. Cette initiative nous permettrait de poursuivre notre recherche des options d'action en faveur de la parité homme-femme dans les trois « E » (Éducation, Emploi et Entrepreneuriat). Nous pourrions notamment étoffer nos travaux novateurs consacrés à l'entrepreneuriat féminin en vue de recueillir des données pertinentes pour aider les pouvoirs publics à concevoir des politiques efficaces, tout en développant de nouvelles activités consacrées à l'éducation et à la sensibilisation financières des femmes. Plus largement, nous devrions continuer de prendre systématiquement en compte la question de l'égalité homme-femme dans tous nos domaines d'activité, et de suivre et comparer les progrès accomplis sur ce thème, sous toutes ses facettes.



Olli Rehn, vice-président de la Commission européenne et commissaire européen aux affaires Économiques et Monétaires et l'euro, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE en mars 2012.



Ali Babacan, Premier ministre adjoint de Turquie, et le Secrétaire général Angel Gurría arrivent au Centre de conférences de l'OCDE en octobre 2011.

Pour favoriser une reprise riche en emplois, nous poursuivrons notre rôle de coordination au sein de l'Initiative de collaboration internationale sur le commerce et l'emploi (ICICE). Nous continuerons de plaider, faits à l'appui, en faveur de l'ouverture des marchés et nous approfondirons notre analyse des politiques complémentaires nécessaires pour que cette ouverture soit porteuse de croissance inclusive et d'emplois. Ces politiques englobent l'éducation, les programmes actifs du marché du travail, la flexibilité du marché du travail, le développement des infrastructures et la protection sociale.

L'OCDE continuera d'être à la pointe de l'analyse des systèmes de protection sociale et des conseils pour les rendre plus efficaces, tout en améliorant la situation du marché du travail. Pour y parvenir, elle tiendra compte du défi grandissant représenté par le vieillissement démographique et les questions connexes touchant à la santé, comme celles relatives à la qualité des services, leur accessibilité, rentabilité et viabilité financière. Elle n'en négligera pas pour autant les difficultés que rencontrent les pays où l'emploi dans le secteur informel reste important, privant les travailleurs du bénéfice de la protection sociale. Ces travaux devraient également prendre en compte les attentes et les nouvelles fragilités de la classe moyenne, l'absence de cohésion sociale par exemple, ainsi que le point de vue des pays partenaires sur ces questions.

L'OCDE proposera aux responsables publics des outils concrets pour tirer parti des migrations afin d'étayer la croissance économique et de veiller à l'insertion des immigrants dans le marché du travail. De nouveaux défis surgissent, avec les transitions dans la région MENA et l'apparition de nouveaux mouvements migratoires dans les économies de marché émergentes, entre pays et entre régions ou entre villes et zones rurales du même pays. Nos travaux portant sur les petites et moyennes entreprises (PME) et sur l'inclusion et l'éducation financières revêtent tout autant d'importance, et devront être renforcés.

L'OCDE devra intensifier ses travaux consacrés à la gouvernance publique. Pour relever ces défis, les pouvoirs publics devront forger une vision plus stratégique, être plus efficaces et tournés vers l'avenir. Les initiatives dans ce domaine s'emploieront à poursuivre la lutte contre la corruption et à aider les pouvoirs publics à devenir plus transparents (aspect qui englobe la question importante du financement des campagnes politiques), plus réactifs et plus avisés dans leur action, en mettant l'accent sur la mise en œuvre des décisions prises. Nous devons élaborer de nouvelles approches afin d'améliorer l'efficacité de la gouvernance publique et l'offre de services publics.

L'OCDE mobilisera aussi ses efforts pour rehausser le niveau de littératie financière des particuliers, tout en assurant une meilleure protection aux consommateurs dans leurs relations avec les établissements et services financiers. La crise financière a mis en lumière à la fois la nécessité de renforcer les cadres de protection des consommateurs en matière financière, dans la plupart des pays de l'OCDE et pays non OCDE, et la nécessité d'améliorer les compétences financières pour permettre aux particuliers de prendre pleinement part à l'activité et au développement financier et économique. Le transfert croissant des risques financiers sur les individus appelle aussi des actions urgentes. Ainsi que le G20 l'a reconnu, l'OCDE est très bien placée pour se saisir

de ces préoccupations et elle s'appuiera sur la masse de données, d'analyses et d'instruments d'action dont elle dispose concernant l'éducation financière et la protection financière des consommateurs pour élaborer des lignes directrices et des méthodes de mise en œuvre qui aideront les responsables publics à faire de ces politiques des pratiques efficaces.

Une nouvelle stratégie pour le développement

Les travaux de l'OCDE au cours du biennium à venir apporteront une contribution de premier plan au développement, en particulier au travers de la Stratégie sur le développement et aussi dans le prolongement de la réussite du Forum de Busan, ainsi qu'avec le lancement du Partenariat mondial pour le développement. Grâce à ces initiatives majeures, l'OCDE contribuera aussi à améliorer les résultats alors qu'approche l'échéance des OMD fixée à 2015. Le paysage mondial du développement subit une mutation rapide, qui se caractérise par un déplacement du centre de gravité économique, un accroissement rapide de la population mondiale et une hétérogénéité de plus en plus marquée entre les pays en développement. La lutte contre la pauvreté et les conséquences de la crise sur les segments les plus vulnérables de la population doivent figurer au rang des priorités de la communauté internationale. Ces aspects doivent être davantage pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement, au niveau tant des apports de coopération pour le développement que de la mobilisation de ressources intérieures. Nous veillerons aussi à l'établissement de liens étroits, à la cohérence et à une contribution de poids émanant tant des travaux novateurs menés au Comité d'aide au développement (CAD) que des travaux du Centre de développement de l'OCDE.

La nouvelle Stratégie de l'OCDE pour le développement, à laquelle les Ministres devraient donner leur aval en mai, est au cœur de ce processus. Cette nouvelle Stratégie permettra d'affiner nos approches et nos politiques de façon à mieux répondre à l'évolution du paysage mondial et aux demandes et besoins de pays dont le contexte institutionnel et le stade de développement diffèrent. La Stratégie offrira un cadre renforcé de collaboration avec les économies en développement et favorisera de plus étroites interactions au sein de l'Organisation pour la formulation des résultats en rapport avec le développement. La Stratégie permettra en outre d'approfondir la collaboration avec des pays et organisations partenaires clés dotés d'une longue expérience et présents



Le Président coréen Lee Myung-bak, marche accompagné du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon et d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, pour assister à la cérémonie d'ouverture du quatrième Forum de haut niveau sur l'Efficacité de l'Aide à Busan en novembre 2011.



Christine Lagarde, ministre des Finances, France, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, présentent la dernière *Étude économique de la France* réalisée par l'OCDE, Paris, avril 2011

depuis longtemps sur le terrain et, par là même, de fournir un espace de partage des connaissances avec les pays émergents et en développement et de mettre les travaux que mène l'Organisation dans de nombreux domaines de l'action publique au service des plus pauvres de la planète. La Stratégie devrait aussi contribuer à améliorer les conseils dispensés par l'Organisation aux pays à revenu intermédiaire quant aux politiques à suivre ainsi que le partage des connaissances avec ces derniers, tant au niveau national que régional. La mise en œuvre de la Stratégie pour le développement comptera parmi les priorités du programme de travail du biennium à venir. Il en ira de même pour le Partenariat de Busan, de façon à mettre l'accent sur les résultats du développement et non plus seulement sur les ressources mobilisées au service du développement. Cette stratégie représente une initiative novatrice dont la mise en œuvre, pour réussir, exigera de notre part un effort sans relâche.

Être à l'avant-garde des évolutions se dessinant dans le monde

L'OCDE devrait intensifier ses travaux consacrés au commerce des services et à la mesure des échanges en valeur ajoutée. Les services, des soins de santé au tourisme en passant par l'éducation, les télécommunications ou encore les transports, constituent le secteur individuel le plus vaste dans la plupart des économies aujourd'hui. Ils représentent non seulement l'essentiel de l'emploi et des revenus, mais dans des domaines comme la finance ou les télécommunications, ils contribuent aussi de manière essentielle à la production d'autres biens et services. Des réformes de l'action publique visant à encourager le développement des services sont essentielles pour le développement humain, la création d'emplois et une croissance inclusive. Nous devrions donc poursuivre nos travaux de manière à définir un programme de réformes visant à renforcer les cadres institutionnels, la réglementation et l'action des pouvoirs publics pour accroître l'efficacité des marchés, soutenir le développement des PME et réduire les obstacles commerciaux aux frontières. Les efforts menés dans ce domaine pourraient avoir un impact sensible sur le potentiel de croissance et sur les marchés du travail dans bien des pays.

La libéralisation des échanges continue d'être une source de croissance importante et continuera de jouer un rôle clé dans le contexte d'une « nouvelle séquence en matière d'échanges ». Le renforcement du système d'échanges multilatéral exigera la continuité de nos travaux concernant la lutte contre le protectionnisme, le rôle des entreprises publiques dans les échanges internationaux, la poursuite de la multilatéralisation des accords commerciaux régionaux et les restrictions à l'exportation des matières premières.

Mesurer les échanges en termes de valeur ajoutée devrait permettre d'éclairer la façon dont l'expansion des réseaux mondiaux de production affecte l'emploi. Traditionnellement, les statistiques du commerce permettent de chiffrer les transactions au moment où les biens ou les services concernés franchissent les frontières, c'est-à-dire avant leur achat par un consommateur final. En revanche, mesurer les échanges en valeur ajoutée

permettrait de savoir plus clairement à quel endroit les revenus sont générés et les emplois créés, et de dresser un tableau plus précis des soldes commerciaux bilatéraux. Ces travaux recèlent un formidable potentiel propre à rééquilibrer les négociations commerciales internationales et à endiguer la progression du protectionnisme. Parallèlement, l'émergence du paradigme d'une « nouvelle politique industrielle », centrée sur l'innovation, la technologie et les infrastructures, mérite aussi une attention particulière, des travaux d'analyse et le soutien des pouvoirs publics dans la mesure où cela peut être une voie efficace pour consolider la croissance.

Plus largement, la deuxième étape de notre « Initiative pour une vie meilleure » nous permettra de mieux quantifier les aspects très divers que revêt le bien-être. En particulier, nous allons améliorer nos bases de données de manière à rendre compte des inégalités exprimées à l'aune des différents critères de réussite au sein de la population. Nous étudierons aussi comment ces données pourraient être utilisées de manière plus judicieuse pour concevoir et évaluer l'action publique. Ces travaux seront également essentiels pour que nous puissions, dans le cadre de nos Nouvelles approches face aux défis économiques, dresser un bilan plus précis des avantages et des inconvénients des différentes politiques et mieux en saisir les conséquences imprévues.

L'OCDE se doit d'être aux avant-postes du combat pour l'intégrité et contre la corruption, au niveau des États comme au niveau international, et de renforcer à la fois son rôle de normalisation et ses procédures d'examen mutuel en la matière. La crise a entraîné une perte de confiance dans le système économique tout entier. Un engagement cohérent, coordonné et efficace pour lutter contre la corruption et promouvoir l'intégrité est aujourd'hui essentiel pour rétablir la confiance des citoyens. Nous devrions en conséquence renforcer nos travaux sur l'intégrité dans le cadre de l'initiative CleanGovBiz, destinée à mettre en œuvre la Déclaration de 2010 sur la probité, l'intégrité et la transparence. Nous pourrions proposer aux pays intéressés de procéder à des « vérifications de l'intégrité » en s'inspirant du Manuel pour l'intégrité. Ces vérifications pourraient s'appuyer sur des auto-évaluations effectuées avec le soutien de l'OCDE qui permettraient de repérer les principaux points forts et faiblesses des différents cadres juridiques, administratifs et économiques du point de vue de l'intégrité, et d'identifier les domaines où une réforme s'impose en priorité. Grâce à ces opérations de vérification, les pays pourraient procéder à des évaluations mutuelles approfondies en se fondant sur les instruments déjà édictés par l'OCDE. Nous devrions poursuivre nos travaux essentiels visant la lutte contre la corruption et la mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption. Nous renforcerons aussi nos travaux sur des axes décisifs spécifiques, par exemple les marchés publics, les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales ou la fraude fiscale (notamment par le biais du Dialogue d'Oslo), sans oublier des questions plus larges telles que l'efficacité des administrations, la transparence ou l'État de droit. Enfin, nous pourrions couvrir d'autres domaines tels que la corruption dans les campagnes électorales ou dans le sport, dans lesquels il serait peut-être intéressant d'élaborer de nouveaux instruments d'analyse.

L'eau demeure un enjeu important. Pour bien des raisons, l'accès à de l'eau salubre à un coût abordable est une condition essentielle au développement, et l'OCDE a été aux avant-postes du débat sur la question, notamment pour ce qui concerne l'articulation entre gouvernance et financement. L'eau est également un vecteur important de l'égalité homme-femme dans les pays en développement. Il est donc primordial que l'OCDE poursuive les efforts qu'elle déploie pour faire avancer le programme d'action relatif à l'eau, notamment par la mise en place d'une plateforme de connaissances sur le web autour des outils de planification financière stratégique. Des travaux complémentaires devraient être menés en rapport avec l'eau et l'urbanisation, les instruments économiques de nature à promouvoir une bonne affectation des ressources en eau, et des modèles propres à renforcer la réglementation dans le secteur de l'eau.

Faire de l'OCDE un réseau mondial pour l'action publique plus efficace et plus intégrateur

La Vision d'avenir exprimée à l'occasion du 50^e anniversaire de l'OCDE appelant l'Organisation à devenir « un réseau mondial pour l'action publique plus efficace et plus intégrateur » doit s'imposer dans les faits. À cette fin, je propose d'intensifier les travaux que nous menons avec nos principaux pays partenaires et la nouvelle génération des économies de marché émergentes.



**Wen Jiabao, Premier ministre
de la République populaire de Chine
et le Secrétaire général de l'OCDE
Angel Gurría à Pékin, mars 2012.**

Nous devons continuer d'associer nos principaux partenaires à nos débats et à nos travaux sur les politiques à suivre. Cela pourrait se réaliser sur la base de « cadres de coopération » avec les différents partenaires, en continuant à identifier les priorités pour la collaboration ; en renforçant l'échange de données et en étendant la couverture de nos bases de données aux pays partenaires ; en disposant de points de contact dans les capitales et au sein des ambassades à Paris ; et en instaurant des formules de détachement, entre autres initiatives. Il sera également essentiel d'associer les pays partenaires dès le début du processus aux grands projets de l'OCDE, notamment aux Nouvelles approches face aux défis économiques et à la mise en œuvre de la Stratégie pour le développement. Lorsqu'il s'agira de traiter de nouvelles problématiques clés ou stratégiques, par rapport auxquelles la participation des pays partenaires serait essentielle pour avoir un impact, nous pourrions mettre en place des Forums mondiaux spécialisés.

Devenir plus inclusif appelle aussi à un renforcement de nos initiatives régionales en Amérique latine, en Eurasie, en Europe du Sud-Est et en Afrique subsaharienne, outre l'initiative relative à l'Asie du Sud-Est, déjà identifiée comme une priorité stratégique pour l'Organisation. Nous poursuivrons aussi nos efforts visant à accompagner la transition et la réforme dans les pays MENA au travers à la fois de notre Programme OCDE-MENA et de notre mobilisation en faveur du Partenariat de Deauville. Nous pourrions en outre envisager d'entamer des discussions quant à la sélection de nouveaux candidats à l'adhésion, tout en continuant d'approfondir notre coopération avec les pays qui ont demandé à devenir membres de l'OCDE, en vue de les aider à se rapprocher de nos normes et d'une possible adhésion.

Nous continuerons d'œuvrer avec d'autres organisations internationales pour renforcer la cohérence des conseils que nous prodiguons et apporter notre appui à des initiatives mondiales clés comme les processus des G8/G20 ou le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. C'est là un impératif si nous voulons poursuivre la mission qui est la nôtre, à savoir mettre en place « des politiques meilleures pour une vie meilleure ».

Efficiency, efficiency, efficiency

Enfin, dans un contexte budgétaire difficile, nous devons continuer de traiter les priorités mentionnées plus haut tout en étant très attentifs aux préoccupations d'efficacité, et continuer de veiller à l'utilisation optimale des ressources de nos membres. Nous préparerons une nouvelle édition du rapport de l'OCDE sur l'efficacité et soumettrons aux membres des estimations quantitatives et qualitatives de l'optimisation des ressources afin qu'ils continuent d'être assurés que les concours qu'ils apportent à l'OCDE sont dépensés à bon escient. Nous serons très attentifs à la gouvernance et au suivi de nos initiatives de plus en plus horizontales. Nous mettrons toutes les données de l'OCDE à disposition gratuitement d'ici la mi-2015 et instaurerons un solide système de gestion de l'information et des connaissances (KIM) au niveau de l'Organisation pour assurer un partage optimal des connaissances et de l'expérience accumulées par l'OCDE. ■

Activités du Secrétaire général en 2011

Pour plus d'impact, d'intégration et de pertinence

Vue d'ensemble

Les célébrations du 50^e anniversaire de l'Organisation ont fourni une occasion exceptionnelle d'intensifier les efforts de l'OCDE en vue d'accroître son impact, sa pertinence et sa visibilité. Le programme d'action du Secrétaire général en 2011 a été conçu de manière à mettre en évidence les réalisations de l'OCDE au cours du demi-siècle qui s'est écoulé depuis sa création. Il a en outre permis de mener une réflexion sur le rôle joué par l'Organisation dans l'élaboration de nouvelles approches à l'égard des défis économiques.

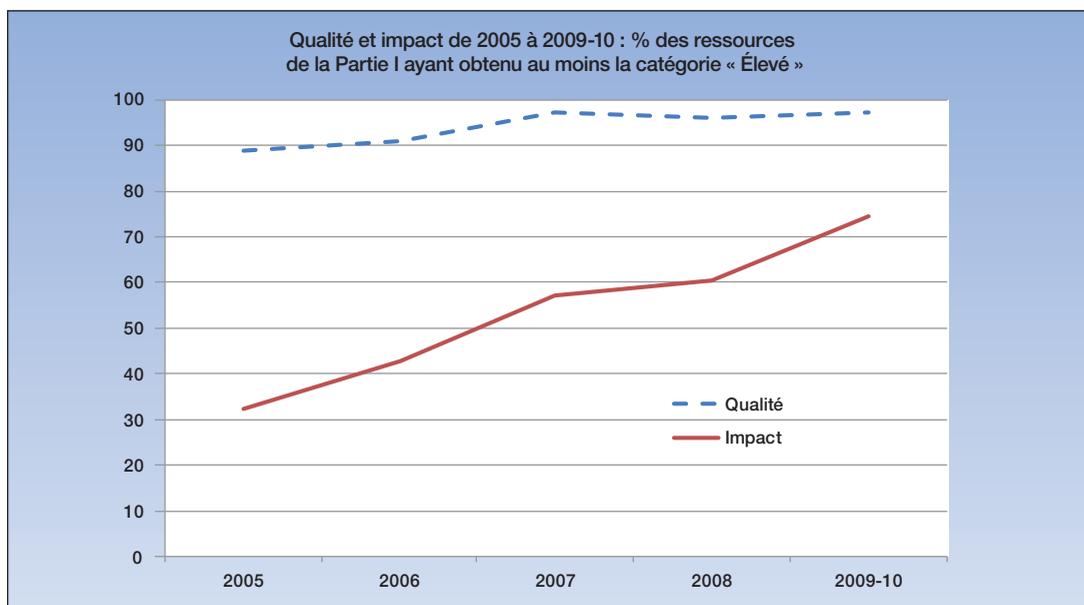
Le rythme des échanges avec les principaux acteurs s'est nettement accéléré l'an dernier, ce qui a permis à l'Organisation de prendre part aux débats mondiaux clés et d'améliorer la pertinence de ses travaux pour ses Membres et partenaires. L'OCDE a aussi renforcé son rôle en tant que contributeur fiable et apprécié aux travaux du G8, du G20 et d'autres forums internationaux.

Le large écho médiatique dont ont bénéficié les travaux de l'OCDE et les missions du Secrétaire général à l'étranger a considérablement accru la visibilité et l'impact de l'Organisation. La progression remarquable de sa présence sur Internet a permis à l'OCDE d'affermir son identité et sa réputation.

Qualité et pertinence des travaux de l'OCDE

D'après les résultats des enquêtes sur les Orientations à moyen terme, la qualité et l'impact des travaux de l'Organisation se sont constamment améliorés depuis 2005/2006, conformément à la stratégie globale du Secrétaire général qui vise à renforcer la pertinence des activités de l'Organisation vis-à-vis de ses Membres.

Graphique 1. Qualité et impact des travaux de l'OCDE



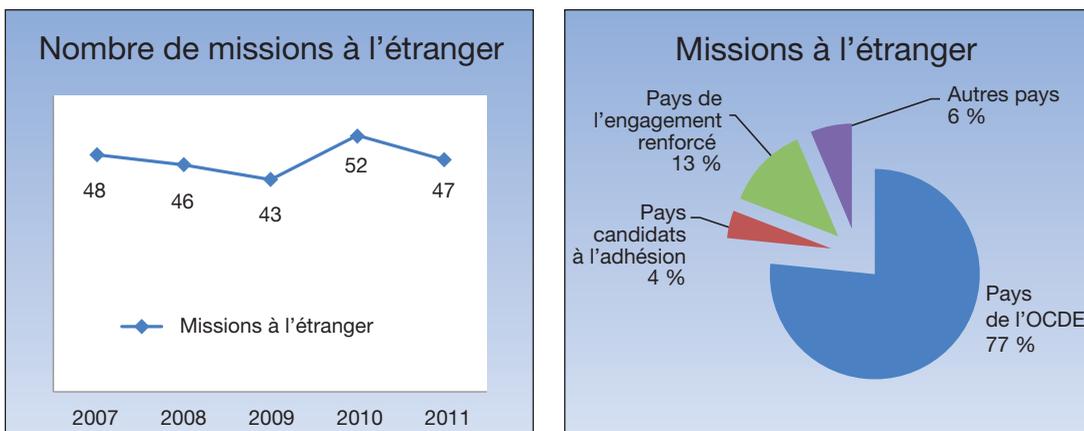
Réformes budgétaires majeures de l'OCDE

L'année 2011 a été marquée pour l'OCDE par d'importantes réformes budgétaires, avec notamment la mise en place d'un mécanisme destiné à financer nos engagements liés à la couverture santé postérieure à l'emploi (PEHL), la création d'un Budget et fonds de réserve pour les investissements en capital destiné au remplacement des immobilisations de l'OCDE, et une révision de notre politique de publication, visant à rendre toutes les données de l'OCDE plus accessibles, utilisables et entièrement gratuites d'ici au milieu de l'année 2015.

Missions à l'étranger et rôle consultatif de l'OCDE auprès des Membres et des pays partenaires

Au cours de l'année 2011, le Secrétaire général a effectué 47 missions officielles dans les pays Membres et pays partenaires. Le nombre de missions est resté stable par rapport aux années précédentes, conformément à l'objectif qui consiste à conserver un rôle consultatif fort dans les pays Membres et à assoir la présence de l'Organisation dans les pays partenaires candidats à l'adhésion ou faisant l'objet d'un engagement renforcé.

Graphique 2. Missions du Secrétaire général à l'étranger



La majorité de ces missions (36) ont été consacrées à des pays de l'OCDE. Deux missions en Russie visaient à soutenir le processus d'adhésion de ce pays et des missions en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine et en Inde ont permis de renforcer la coopération de l'Organisation avec ces pays. Des Secrétaires généraux adjoints et d'autres représentants de haut niveau de l'OCDE se sont également rendus en Russie et dans les cinq pays de l'engagement renforcé afin de continuer à développer notre présence.

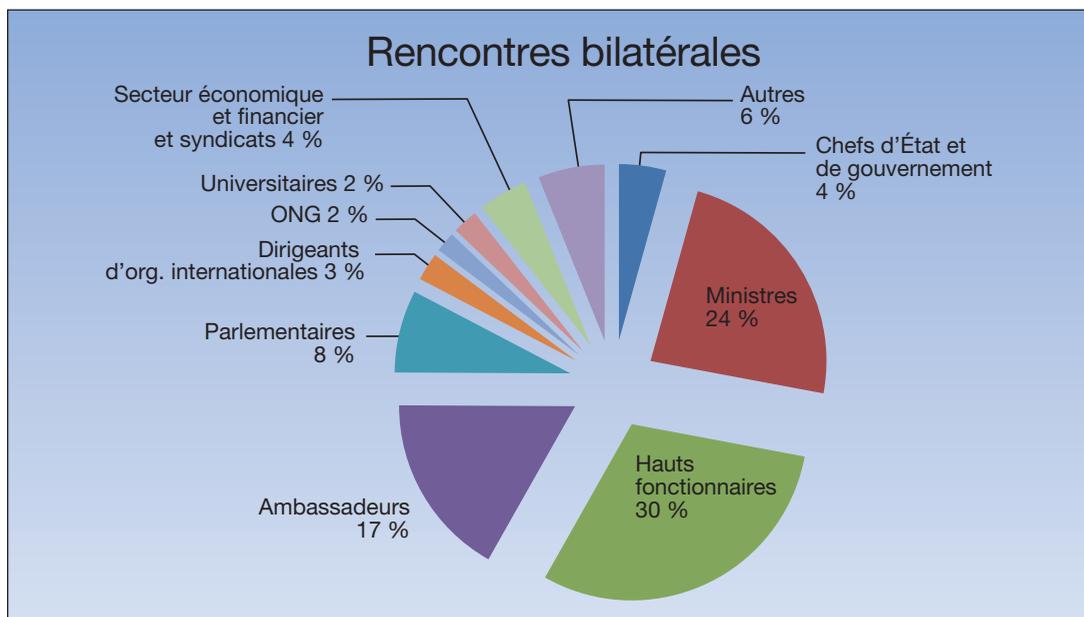
Les manifestations organisées pour le 50^e anniversaire en Allemagne, en Autriche, au Chili, en Corée du Sud, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Italie, au Japon, au Mexique, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni ont bénéficié d'une forte participation et fourni l'occasion de renforcer les liens de l'Organisation avec ses mandants dans les pays Membres et les pays partenaires. En ces occasions, le Secrétaire général a participé à des échanges fructueux sur les défis nationaux et fait connaître les points de vue, analyses et recommandations de l'OCDE auprès des décideurs et des représentants de la société civile, notamment des universitaires, chefs d'entreprise, syndicats et ONG. La gestion efficace des relations avec les médias a porté ses fruits et permis d'accroître l'impact de la participation du Secrétaire général à ces manifestations, tout en rehaussant la visibilité du rôle de pionnier qui est celui de l'OCDE dans un large éventail de domaines cruciaux.

Dirigeants et visiteurs de haut niveau à l'OCDE

S'appuyant sur la dynamique de l'adhésion et des célébrations du 50^e anniversaire, le Secrétaire général a rencontré 56 chefs d'État et de gouvernement et plus de 300 ministres. Il a aussi participé à des échanges fructueux dans le cadre de rencontres bilatérales avec 360 hauts fonctionnaires, 98 parlementaires et

218 ambassadeurs. Il s'est également entretenu dans un cadre bilatéral avec 33 dirigeants d'organisations internationales, 10 commissaires de l'Union européenne et 32 responsables d'ONG. Le Secrétaire général a poursuivi des échanges fructueux avec des représentants du secteur économique et financier, des syndicats (58 rencontres bilatérales) et des universitaires de renom (30 réunions bilatérales).

Graphique 3. Rencontres bilatérales du Secrétaire général par secteur/niveau de responsabilité (2011)



L'expérience fructueuse des échanges au niveau du Conseil s'est poursuivie en 2011. Se sont exprimés à l'occasion de la réunion du Conseil de l'OCDE l'an dernier : M. Santos Calderón, Président de la Colombie, M. Xavier Musca, Secrétaire général de la Présidence de la République française ; M. Yukiya Amano, Directeur général de l'AIEA ; M. Luis Alberto Moreno, Président de la BID, M. Ali Babacan, Vice-premier Ministre de Turquie et M. Karim Massimov, Premier Ministre du Kazakhstan.

Communication et visibilité

Renforcer les efforts de communication de l'OCDE, son ouverture et sa visibilité est un objectif permanent qui vise à accroître son influence. Les célébrations du 50^e anniversaire ont fourni un élan qui a permis d'importantes avancées dans ce domaine.

En 2011, le Secrétaire général a prononcé 208 discours, signé 25 articles, lancé 28 publications phares – Perspectives en particulier. Le Secrétaire général a été cité dans plus de 1 300 articles (soit une augmentation de 75 % par rapport à 2006) et a accordé plus de 90 interviews (radio, télévision, agences et presse écrite).

Tout au long de cette période, l'OCDE a publié 343 titres au total dont 74 publications statistiques. Des manifestations de lancement ont été organisées dans 15 pays de l'OCDE et 3 pays partenaires. La plupart des annonces de parution ont bénéficié d'une large couverture médiatique, ce qui a contribué à accroître considérablement les références aux publications de l'OCDE dans les médias. Les publications de l'OCDE ont été citées plus de 4 600 fois, ce qui représente une augmentation de 43 % par rapport à 2006.

L'OCDE a aussi réalisé un bond en avant sur le plan qualitatif en facilitant l'accès aux contenus en ligne de l'OCDE pour un public extérieur toujours plus nombreux. En 2011, plus de 20 millions de personnes de 180 pays ont visité les sites web de l'OCDE, ce qui représente une augmentation de 16 % par rapport à 2010. Le lancement

de l'indice « Vivre mieux » a touché des communautés en ligne qui ne couvrent pas habituellement les travaux de l'OCDE. *OECD.org*, la plateforme en ligne de l'OCDE la plus visitée, a reçu 15.6 millions de visites (soit 11 % de plus qu'en 2010), avec 55 millions de pages consultées. Le lancement des Perspectives économiques en novembre dernier a attiré 95 000 visiteurs sur le site web, soit environ le même nombre de visites que reçoit le Centre de conférences de l'OCDE en une seule année.

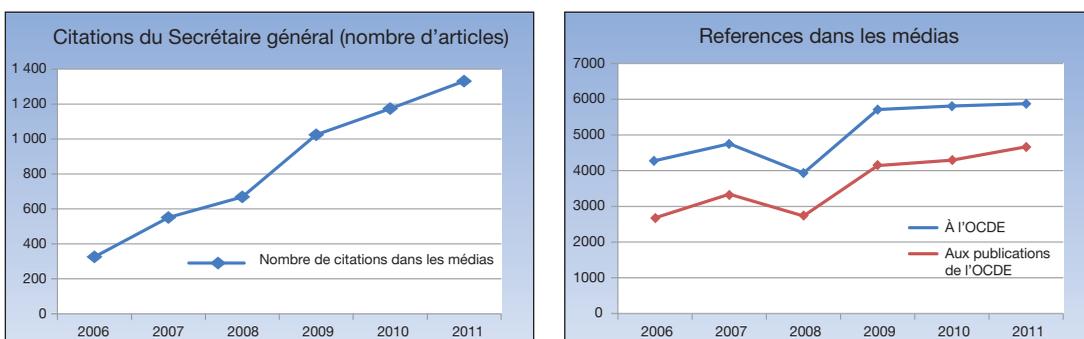
Deux tiers des visiteurs des plateformes de l'OCDE sont des ressortissants des pays du G20, et la moitié proviennent des pays du G8. L'Inde se situe au 8^e rang pour le nombre de visiteurs, la Chine au 16^e, le Brésil au 21^e et la Russie au 25^e rang. Le trafic vers les pages spécialement consacrées à ces pays a augmenté de 25 % en moyenne. Le trafic vers la page consacrée à l'Indonésie a augmenté de pas moins de 45 %.

Parmi les réalisations importantes on peut citer également une augmentation de 60 % de la diffusion totale des publications de l'OCDE en ligne, une augmentation de 77 % des téléchargements de publications par les institutions abonnées (pour atteindre 1.1 million), le libre accès à toutes les publications de l'OCDE avec le lancement d'un nouveau service de lecture numérique, et un accroissement du trafic de visiteurs de 44 % pour la bibliothèque en ligne de l'OCDE *iLibrary* (3.27 millions de visiteurs).

L'accent mis par l'OCDE sur « Des politiques meilleures pour une vie meilleure » a été mis en évidence par le lancement de l'indice « Vivre mieux » au cours de la Semaine de l'OCDE l'an dernier. Il a attiré plus de 652 000 visiteurs en 2011 et gagné un prix de l'innovation dans l'édition. L'indice « Vivre mieux » est de plus en plus considéré comme novateur puisque non seulement il rend les données accessibles, mais il invite un large public à s'intéresser aux problèmes de fond qui se dégagent de ces données.

En 2011, l'utilisation des médias sociaux – *Facebook*, *Twitter*, *YouTube* et *Flickr* – dans les efforts de communication a été considérablement améliorée. Le nombre des amateurs de vidéos de l'OCDE sur *YouTube* a doublé. Le nombre de *tweets* a culminé au cours de la semaine de Davos et pendant la semaine de l'OCDE avec près d'un million de messages, tandis qu'en novembre 2011, les Perspectives économiques étaient l'un des quatre premiers thèmes faisant l'objet de *tweets* dans le monde.

Graphique 4. Présence du Secrétaire général dans les médias



En 2011, outre le Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 tenu à Cannes, le Secrétaire général a participé aux réunions des ministres des Finances et des Gouverneurs des banques centrales du G20 ainsi qu'à une réunion ministérielle à haut niveau sur le système monétaire international, l'emploi et la finance. Le Secrétaire général a également été invité à participer aux sommets du B20 et du L20 et a participé au séminaire du B20 sur la volatilité des prix des matières premières.

Le Secrétaire général a aussi pris part au processus du G8 et en particulier au Partenariat de Deauville, participant à la réunion des ministres des Finances du Partenariat de Deauville à Marseille et à la réunion des affaires étrangères du Partenariat de Deauville à New York et à Koweït, où il a rencontré des acteurs compétents pour renforcer le partenariat et l'Initiative MENA-OCDE. ■

Cabinet du Secrétaire général



Secrétaire général de l'OCDE depuis juin 2006, **Angel Gurría** a renforcé la mission de l'OCDE : promouvoir des « politiques meilleures pour une vie meilleure ». Il s'est attaché à promouvoir une Organisation ouverte à tous et réactive aux besoins des pays membres et partenaires, malgré les difficultés du contexte actuel. Il a lancé des initiatives majeures en faveur de la croissance et du développement, concernant notamment l'innovation, la croissance verte, la parité, le développement, les compétences ou encore l'eau. Il a, en outre, ouvert les portes à de nouveaux membres et renforcé les liens avec les économies émergentes. Le Secrétaire général Angel Gurría a également souligné le rôle de l'OCDE en tant que soutien des bonnes pratiques et des réformes politiques.



Le Secrétaire général adjoint **Pier Carlo Padoan** a pris ses fonctions en juin 2007. Depuis décembre 2009, il est également Chef économiste. M. Padoan représente l'OCDE auprès du G20 Finances et dirige la Réponse stratégique contre la crise financière et économique ainsi que les stratégies pour la Croissance verte et l'innovation. Enfin, il supervise les travaux de l'OCDE en matière de statistiques, de commerce et d'agriculture.



Le Secrétaire général adjoint **Richard A. Boucher** a pris ses fonctions en novembre 2009. M. Boucher pilote les travaux de l'Organisation avec les principaux pays partenaires ainsi que les processus d'adhésion. Il supervise également les travaux en matière de climat des affaires, de concurrence et d'investissement, de politiques scientifique et technologique, ainsi que l'initiative de l'OCDE contre la corruption.

Le Secrétaire général adjoint **Rintaro Tamaki** a été nommé en août 2011. Il est notamment en charge de l'orientation stratégique de la politique de l'OCDE dans les domaines de l'environnement, du développement, de la croissance verte, des affaires financières et de la fiscalité.



Le Secrétaire général adjoint **Yves Leterme**, ancien Premier ministre belge, a été nommé en décembre 2011. Il est chargé des affaires sociales, de l'éducation, de la gouvernance et de l'entrepreneuriat. Il coordonne, en collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général, la préparation des réunions annuelles au niveau des ministres.



Gabriela Ramos est le Directeur de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE. Elle dirige les travaux de l'Organisation en matière de gouvernance mondiale au G8 et au G20 en tant que Sherpa de l'OCDE auprès du G20. Depuis 2006, elle conseille et soutient l'agenda stratégique du Secrétaire général en faveur d'une Organisation plus ouverte et intégrée, réactive aux besoins des membres et des partenaires, dans le contexte politique actuel. Elle a également soutenu le lancement d'initiatives majeures pour promouvoir la croissance et du développement, portant notamment sur l'innovation, la croissance verte, la parité, le développement, les compétences ou encore l'eau, afin de renforcer la mission de l'OCDE de créer des « politiques meilleures pour une vie meilleure ».



Semaine de l'OCDE 2011

La Semaine du 50^e anniversaire de l'OCDE 2011 a offert une occasion unique aux responsables politiques et diverses parties prenantes des pays membres de réfléchir ensemble à la mission constante de l'OCDE : concevoir et réfléchir aux moyens de mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure.

Cette ambition passe par l'élaboration d'une nouvelle mesure du progrès. Nous savons tous que la vie ne se résume pas aux données brutes du PIB et aux statistiques économiques, mais si l'argent ne fait pas le bonheur, quels sont les facteurs susceptibles d'améliorer notre qualité de vie – une meilleure éducation, un environnement plus sain, des logements améliorés, un temps de travail plus court ? L'Indice « Vivre mieux » de l'OCDE, lancé lors de la Semaine de l'OCDE, permet à chaque personne de créer son propre indice de bien-être sur la base de ces facteurs et d'autres.

« L'OCDE s'est attelée à définir la véritable signification de la justice sociale d'une manière très précise et pragmatique, mais également technique et extrêmement sophistiquée. L'Indice « Vivre mieux » est une importante contribution à cet égard ».

– Danilo Türk, Président, République de Slovénie, lors du lancement de l'Indice « Vivre mieux ».

Des concepts nouveaux ont également été lancés, notamment la Fabrique-à-idées de l'OCDE, qui a facilité les échanges d'opinions et l'émergence d'une réflexion innovante sur le développement, l'instauration d'une croissance plus verte et les moyens de se préparer aux emplois de demain.





Les vainqueurs du concours vidéo pour le 50^e anniversaire de l'OCDE avec Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, au Centre de conférences de l'OCDE

Le Forum du 50^e anniversaire de l'OCDE a rassemblé un nombre record de 2 000 participants et 125 intervenants issus du monde politique, des entreprises, des syndicats, de la société civile, de la sphère universitaire et des médias. La réunion ministérielle annuelle de l'OCDE, présidée par les États-Unis, a également donné l'occasion aux ministres de réaffirmer en paroles et en actes leur engagement en faveur de la mission de l'OCDE, en rédigeant une Vision d'avenir pour l'OCDE à l'occasion de son 50^e anniversaire, et en signant tous une œuvre d'art qui symbolise cet engagement :

« À l'occasion du 50^e anniversaire de l'OCDE, nous, les membres, réaffirmons nos objectifs fondateurs et exposons ici notre vision de l'évolution de l'Organisation afin de garantir son efficacité et son influence dans un monde en rapide mutation de façon à promouvoir le bien-être de nos concitoyens ».



Réunion 2011 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres

À l'occasion de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres (RCM) de 2011, les dirigeants et les ministres se sont réunis sous la Présidence des États-Unis d'Amérique et la Vice-Présidence de l'Allemagne pour célébrer le 50^e anniversaire de l'Organisation et placer l'OCDE sur une trajectoire garante de son efficacité et de son influence dans le monde interdépendant qui est le nôtre.

Les délibérations de la RCM ont bénéficié de la participation de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Inde, de l'Indonésie et de la République populaire de Chine ainsi que de la Fédération de Russie qui poursuit son processus d'adhésion à l'Organisation : les ministres se réjouissent à la perspective que l'examen d'adhésion de la Russie progresse conformément à la feuille de route de 2007.

Une nouvelle vision pour l'OCDE

La Présidence a présenté une Vision d'avenir qui, à la fois, célèbre le passé de l'OCDE, enceinte traditionnellement propice à l'élaboration de l'action publique et au dialogue, et anticipe le rôle important qui sera le sien pour promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure, mettre en œuvre un nouveau paradigme du développement et s'imposer comme un véritable réseau mondial pour l'action publique. Les ministres représentant les pays membres de l'OCDE et la Fédération de Russie ont donné leur aval à cette Vision d'avenir et appelé le Conseil à définir les modalités pratiques de sa concrétisation.



(de gauche à droite) José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne ; Naoto Kan, Premier ministre, Japon ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Hillary Clinton, Secrétaire d'État américaine, Présidente de la réunion ministérielle ; et François Fillon, Premier ministre, France



(gauche/droite) Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Andreï Ivanovitch Denisov, Premier vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Depuis 50 ans, l'OCDE constitue une enceinte unique en son genre où les gouvernements peuvent, ensemble, échanger leurs expériences de l'action publique, identifier de bonnes pratiques, trouver des solutions à des problèmes communs et unir leurs efforts pour faire face à des défis d'envergure mondiale. Les ministres ont mis en relief les atouts fondamentaux de l'OCDE : la qualité de ses normes, l'objectivité de ses recommandations, un apprentissage mutuel basé sur les faits et la rigueur de ses procédures d'examen par les pairs. Les ministres se sont également félicités de la contribution précieuse que l'OCDE a apportée à l'évolution de l'architecture mondiale, notamment le G20.

Les ministres se sont félicités du document sur les Orientations stratégiques présenté par le Secrétaire général, dans lequel il expose sa stratégie pour accroître l'influence de l'Organisation, conforter son souci d'intégration et renforcer au fil du temps la pertinence de son action. Ils ont également félicité le Secrétaire général pour le renouvellement de son mandat.

Les ministres se sont félicités de l'invitation faite à la Russie de participer au Groupe de travail sur la corruption, reconnaissant que cette invitation marque une étape importante sur la voie de l'adhésion à la Convention sur la lutte contre la corruption, laquelle constitue un préalable à l'adhésion à l'OCDE. Les ministres se sont réjouis à la perspective de voir la Russie adhérer promptement à la Convention et ils ont appelé tous les membres du Groupe de travail à mettre efficacement cet instrument en œuvre.

Les ministres ont adopté la mise à jour des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, qui comprennent un nouveau chapitre consacré aux droits de l'Homme, et encouragent les entreprises à appuyer les efforts concertés déployés dans les enceintes appropriées pour favoriser la liberté sur l'Internet. Ils ont également adopté la Recommandation relative au Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant des zones de conflit ou à haut risque.

Les ministres se sont également félicités de la création d'un Centre pour la gestion de la dette publique et les marchés obligataires en Afrique, qui bénéficie du soutien de l'OCDE et du gouvernement de l'Afrique du Sud. Le Protocole d'accord portant création du Centre a été signé par le représentant de l'Afrique du Sud et le Secrétaire général.

Situation économique actuelle

Le Chef économiste de l'OCDE a présenté les *Perspectives économiques* au public au cours du Forum de l'OCDE. La sortie de la crise se déroule progressivement, sachant que l'expansion économique récente a été légèrement plus forte que prévu. Cette croissance est de plus en plus autonome, l'ampleur des mesures de relance diminuant tandis que la demande privée se redresse. Néanmoins, des difficultés subsistent et de nouveaux risques se sont fait jour, notamment la montée des prix du pétrole et d'autres produits de base, les tensions inflationnistes observées dans certaines économies de marché émergentes, et les répercussions du séisme tragique qu'a connu le Japon. Des déséquilibres mondiaux persistent. Au sortir de la crise mondiale, plusieurs pays connaissent une croissance potentielle faible, un chômage élevé, ainsi qu'un endettement et des déficits publics considérables. Les ministres se sont engagés à rester vigilants, et à prendre les mesures nécessaires pour entretenir la reprise et minimiser ces risques.

Les ministres ont reconnu qu'il faut élaborer des programmes d'assainissement budgétaire et les mettre véritablement en œuvre, en tenant compte des spécificités nationales et de la fragilité de la reprise. La réforme de la fiscalité peut jouer un rôle clé à cet égard. Les réformes structurelles peuvent renforcer la croissance potentielle à long terme.

Les ministres ont rendu hommage au rôle de soutien que joue l'OCDE vis-à-vis des gouvernements, en les conseillant sur les politiques à suivre, en assurant la mise en commun des meilleures pratiques, et en mettant à profit son expérience des réformes structurelles et ses analyses pluridisciplinaires. Ils ont salué la contribution de l'OCDE aux travaux du G20, en particulier dans le cadre du Processus d'évaluation mutuelle, qui traite de la question essentielle des déséquilibres mondiaux.

Croissance, emploi, innovation et compétences

Les ministres sont convenus que l'OCDE est bien placée pour jouer un rôle important en aidant les gouvernements à 1) entretenir et renforcer la reprise, 2) maximiser le contenu en emplois de la croissance, et 3) remédier au problème chronique du creusement des inégalités pour assurer une croissance plus équitable et plus durable. Pour que l'OCDE joue efficacement son rôle dans le système de gouvernance



(de gauche à droite) Ted Menzies, ministre d'État (Finances), Canada ; Steingrímur J. Sigfússon, ministre des Finances, Islande ; et Renato G. Flores Jr., professeur à l'École supérieure d'économie/FGV, Brésil, lors d'une table ronde sur la réglementation financière et la protection des consommateurs

économique mondiale qui se dessine, elle doit poursuivre ses travaux sur les *Perspectives économiques* et Objectif croissance, pour y intégrer des analyses des mesures structurelles destinées à renforcer l'innovation, la compétitivité régionale et le développement des compétences, ainsi que des stratégies visant à améliorer le fonctionnement des marchés du travail pour les chômeurs de longue durée.

Les ministres ont également reconnu que, si tous les pays doivent prévoir des dispositions en vue de ramener leur solde budgétaire à l'équilibre à moyen terme – et si certains sont en proie à des crises budgétaires à court terme – d'autres disposent des marges de manœuvre nécessaires pour renforcer la reprise, en continuant à mettre en œuvre une politique d'accompagnement jusqu'à ce qu'il soit clairement établi qu'une croissance forte et durable de l'emploi et une amélioration de la situation du marché du travail se dessinent.

Les ministres ont souligné l'importance prioritaire de la création d'emplois et de l'inclusion sociale, et pris note de la nécessité de mettre en œuvre des politiques sociales et de l'emploi, notamment des politiques actives du marché du travail et des programmes en faveur des régions et groupes défavorisés, en particulier des jeunes chômeurs. Il est essentiel de veiller à ce que l'offre de compétences soit adéquate et de maximiser leur utilisation dans la population active, pour renforcer la croissance économique et promouvoir le progrès et l'inclusion sur le plan social. La ressource que représentent les femmes, en particulier, est sous-utilisée, et leur participation accrue et plus productive au marché du travail favoriserait la croissance et la réduction de la pauvreté. Les ministres se sont félicités du lancement de la Stratégie de l'OCDE en faveur des compétences, qui offrira un cadre pour cerner et diffuser les bonnes pratiques.

L'innovation, étayée par un système solide de droits de propriété intellectuelle, est fondamentale pour la création des secteurs d'activité et des emplois de l'avenir. Les politiques publiques et les réformes structurelles peuvent contribuer à la mise en place d'un environnement propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat, stimulant la productivité et la croissance.

Croissance verte

Les ministres se sont félicités de la Stratégie pour une croissance verte et ont défini des orientations pour les travaux futurs. Ils sont convenus que les outils et indicateurs de la croissance verte peuvent contribuer à amplifier la croissance économique et les créations d'emplois par l'utilisation durable des ressources naturelles, les gains d'efficacité dans l'utilisation de l'énergie et l'attribution d'une valeur aux services écosystémiques. Les ministres ont noté que l'innovation, étayée par un solide système de droits de propriété intellectuelle, est un facteur essentiel pour que les pays soient en mesure de poursuivre leur croissance économique, de créer des emplois verts et de protéger l'environnement.

Les ministres ont reconnu que la Stratégie pour une croissance verte repose sur le constat que l'expansion économique, la création d'emplois et la protection de l'environnement ne constituent pas un jeu à somme nulle : l'utilisation durable des ressources naturelles conjuguée à la protection de l'environnement peut améliorer l'économie. Les ministres ont encouragé l'OCDE à poursuivre ses travaux sur les indicateurs de la croissance verte. Ils ont noté que la croissance verte doit trouver une résonance dans tous les pays, quel que soit leur stade de développement, et mobiliser un large éventail de parties prenantes : le secteur privé et la société civile, la communauté scientifique, les femmes et les jeunes. Les ministres ont souligné que les politiques de croissance verte doivent être envisagées au regard des situations et des priorités nationales et être applicables aux acteurs économiques de toute envergure, des petites structures aux grandes entreprises. Le renforcement des capacités par le biais de l'éducation, de la formation professionnelle, du partage des connaissances et de l'innovation est essentiel à la mise en place d'une croissance verte. Pour assurer la transition vers une économie verte, il importe également de protéger les travailleurs ayant perdu leur emploi.

Autonomisation économique des femmes

Les ministres se sont félicités du Rapport intérimaire sur l'Initiative de l'OCDE pour la parité et ont appelé l'Organisation à poursuivre ses travaux dans ce domaine. Ils ont invité le Secrétaire général à prendre des

mesures appropriées pour mettre en œuvre les prochaines étapes présentées dans le rapport comme « La voie à suivre » et à mener à bonne fin les travaux prévus dans le cadre de cette Initiative d'ici la réunion ministérielle de l'année prochaine. Les ministres ont également réaffirmé que l'autonomisation économique des femmes est cruciale pour l'instauration d'une croissance économique plus forte et mieux partagée. Ils ont appelé l'OCDE à œuvrer avec les autres organisations internationales qui le souhaitent à l'élaboration d'un plan visant à rendre les données existantes plus comparables et plus utiles, et à établir une liste d'indicateurs communs pour la collecte de données dans l'avenir. Les ministres ont en outre exprimé leur soutien à l'annonce de la décision de la Banque mondiale et de l'ONU Femmes de collaborer avec l'OCDE afin de mettre au point un plan conjoint pour la réunion à haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra à Busan (Corée) en novembre 2011.

Un nouveau paradigme du développement

Les ministres se sont félicités de la nouvelle approche globale du développement élaborée par l'OCDE. Ils ont donné leur aval au Cadre pour une stratégie de l'OCDE pour le développement qui trace les grandes lignes d'une stratégie globale de l'Organisation pour le développement. L'objectif est d'instaurer une croissance plus durable, plus forte et plus solidaire dans le plus grand nombre de pays. Nous y parviendrons grâce à une collaboration et des échanges de connaissances renforcés, nourris par le partage de nos expériences, réussites ou échecs, par l'apprentissage mutuel et par l'approfondissement des partenariats avec les pays en développement désireux de s'engager aux côtés de l'Organisation.

Les ministres ont affirmé que la nouvelle approche visera également à concevoir des stratégies garantissant que les politiques mises en place plus généralement par nos gouvernements coïncident avec notre ambition de promouvoir le développement mondial. Cette approche s'appuiera sur la riche expérience de l'Organisation en matière de coopération pour le développement et tiendra compte des meilleures pratiques issues de la coopération entre pays en développement, y compris de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.



Ron Kirk, représentant américain au Commerce, Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, au quartier général de l'OCDE à Paris en mai 2011.



Pravin Gordhan, ministre des Finances, Afrique du Sud, et Gabriela Ramos, Directrice de cabinet du Secrétaire général de l'OCDE et Sherpa pour le G20, au siège de l'OCDE

L'OCDE renforcera ses travaux sur le développement dans des domaines correspondant à une demande et à des besoins des pays émergents et en développement, relevant de ses compétences essentielles et où elle peut, sans risque de double emploi, apporter une contribution aux travaux d'autres organisations régionales et internationales et d'autres donateurs, et valoriser son savoir-faire pluridisciplinaire. Les ministres ont fait observer que le Président du Comité d'aide au développement (CAD) et le Président du Comité directeur du Centre de développement devraient travailler en étroite collaboration avec le Secrétaire général à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de l'OCDE pour le développement.

Ils sont convenus que l'OCDE doit cibler sa stratégie pour le développement autour des axes suivants : des sources de croissance novatrices et pérennes, la mobilisation de ressources intérieures au service du développement, notamment en favorisant un climat propice à l'investissement, une bonne gouvernance et la mesure des progrès sous l'angle du développement. La corruption, le manque de transparence et les dysfonctionnements des systèmes fiscaux sont autant de freins majeurs à la croissance à long terme dans de nombreux pays en développement. Les ministres se sont félicités de la mise en place du Programme de l'OCDE sur la fiscalité et le développement, qui aidera les pays à se doter de systèmes fiscaux plus efficaces et à lutter contre la fraude fiscale extraterritoriale.

Plusieurs ministres ont proposé que ces axes stratégiques soient complétés par des travaux consacrés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Les ministres ont admis que la récente flambée des prix alimentaires a mis en lumière les défis de longue date associés à la sécurité alimentaire et au développement économique. Il est impératif d'accroître la production alimentaire mondiale et la productivité de l'agriculture, ainsi que d'améliorer le fonctionnement des marchés et des échanges agricoles mondiaux. L'OCDE, en coopération avec les organisations partenaires, est à même de proposer des analyses et d'apporter une contribution fondamentale à la réflexion, en s'appuyant sur les travaux horizontaux qu'elle mène actuellement et sur sa connaissance et son expérience des pays en développement.

Les ministres ont pris acte de ce que l'aide au développement demeure essentielle pour réduire la pauvreté et mobiliser d'autres ressources au service du développement. Ils ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'aide et la priorité qu'ils accordent à la concrétisation des Objectifs du millénaire pour le développement.

Les ministres ont reconnu que la nouvelle approche de l'OCDE contribuera à l'instauration, entre l'ensemble des nations et des entités privées, d'un partenariat de plus vaste portée et axé sur des questions de fond, ainsi qu'à l'édification de la nouvelle architecture internationale de la coopération pour le développement à laquelle donnera naissance le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra à Busan, en Corée, en novembre 2011. Les ministres se sont accordés à dire que la réforme de la gouvernance joue un rôle de premier plan pour soutenir la croissance et le développement économiques. Les aspirations populaires à la liberté et à des perspectives sur le plan économique qui se sont fait jour dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) illustrent bien à quel point il importe de respecter des normes exigeantes dans l'élaboration des politiques, la gestion des finances publiques et la fourniture des services publics. Pour que la région MENA jouisse d'une plus grande prospérité, il est également essentiel de créer des conditions

plus propices à l'entrepreneuriat et à l'innovation. Les ministres ont demandé à l'OCDE, sur la base de son programme MENA, de formuler des propositions dans la perspective de travaux supplémentaires sur cette question déterminante afin d'aider les gouvernements à concevoir, mettre en œuvre et coordonner des mesures de prévention de la corruption et à améliorer le climat de l'investissement dans les pays de la région MENA.

Échanges et emploi

Les ministres ont réaffirmé l'importance du système commercial multilatéral en notant que ce système solide, fondé sur des règles, est une source essentielle et pérenne de croissance économique, de développement et de création d'emplois. Ils ont exprimé de vives préoccupations devant les difficultés auxquelles se heurtent les négociations relatives au Programme de Doha pour le développement (PDD) et ont souligné la nécessité d'examiner sérieusement les prochaines étapes, étant donné que les résultats du PDD détermineront les conditions dans lesquelles se dérouleront les échanges mondiaux pendant plusieurs décennies. Les ministres ont aussi renouvelé leur engagement à résister au protectionnisme, et se sont accordés sur la nécessité de s'abstenir de prendre des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC au lendemain des catastrophes naturelles qui se sont produites récemment.

Les ministres se sont félicités de l'Initiative de collaboration internationale sur le commerce et l'emploi (ICICE) qui vient opportunément tenter de résoudre des problèmes urgents. Ils ont apporté leur soutien à l'objectif de cette Initiative, qui est de mieux comprendre les mécanismes par lesquels les échanges influent sur la structure de l'emploi, et se sont accordés à considérer que le dialogue ainsi engagé et ses conclusions devaient viser à identifier les moyens de répartir largement entre les travailleurs les avantages engendrés par les échanges commerciaux. Les ministres ont déclaré attendre avec intérêt de pouvoir examiner les conclusions de l'ICICE dans le contexte de la Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2012.

Étant donné l'importance du secteur des services pour les économies nationales et compte tenu des avantages économiques à attendre de l'expansion du commerce des services pour toutes les économies, les ministres ont salué les efforts déployés par l'OCDE pour approfondir les recherches sur le commerce des services et pour construire un indice de restrictivité des échanges de services recouvrant les principaux secteurs et pays qui sont des fournisseurs importants de services ou aspirent à le devenir. Ils ont encouragé les membres de l'Organisation et son Secrétariat à collaborer avec les pays partenaires de l'Engagement renforcé afin de veiller à ce qu'ils participent également à cet important projet. ■



(gauche/droite)
Sebastian Piñera, Président du Chili ;
George A. Papandréou, Premier ministre
grec ; Angel Gurría, Secrétaire général
de l'OCDE ; et Werner Faymann,
Chancelier fédéral d'Autriche, au siège
de l'OCDE

Gestion financière et budgétaire

www.oecd.org/budget-fr
financeservice@oecd.org

L'Organisation applique le principe d'une gestion axée sur les résultats à ses activités de planification, d'établissement du budget et de gestion financière, en déterminant quels sont les effets sur l'action des pouvoirs publics recherchés par ses membres, en déployant les ressources avec flexibilité pour obtenir ces résultats eu égard au caractère évolutif du programme de travail, et en évaluant l'exécution du budget *a posteriori*. Le budget de l'OCDE et la teneur de son programme de travail sont établis tous les deux ans par l'organe directeur de l'Organisation (le Conseil), à partir des recommandations du Secrétaire général. Le budget 2012 s'élève à 347 millions EUR, augmenté d'environ un tiers par des contributions volontaires, ressources extrabudgétaires planifiées mais variables, fournies principalement par des organismes gouvernementaux et des institutions.

Les états financiers de l'OCDE sont préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et vérifiés par un auditeur externe choisi parmi les organismes de contrôle des pays membres de l'OCDE. Les états financiers de l'Organisation sont disponibles sur le site Internet de l'OCDE.

Contributions statutaires des pays membres pour 2012

Tous les pays membres contribuent aux réalisations financées par la Partie I du budget, qui représentent 53 % du budget total de l'Organisation. Les réalisations de la Partie II, qui intéressent un nombre plus restreint de pays membres ou touchent à des domaines particuliers d'action des pouvoirs publics non couverts par la Partie I, représentent 27 % du budget total. Le reste recouvre d'autres budgets, tels que le budget des pensions et les budgets spéciaux. Le calcul des contributions à la Partie I repose à la fois sur la répartition d'un montant à parts égales entre tous les pays membres et sur l'application d'un barème tenant compte de la taille relative des économies membres (suivant le critère du revenu national). Les programmes de la Partie II sont financés selon un barème ou un autre dispositif convenu entre les pays participants.



Organigramme

www.oecd.org/organigramme

SECRETARIAT GÉNÉRAL

SECÉTAIRE GÉNÉRAL
Angel Gurría

CABINET DU SECÉTAIRE GÉNÉRAL
Gabriela Ramos, Directrice de cabinet
du Secrétaire général de l'OCDE
Sherpa pour le G20/G8

**Secrétariat du conseil
et des relations mondiales**
Marcos Bonturi, Directeur *ad interim*

Direction des affaires juridiques
Nicola Bonucci, Directeur

**Direction des relations extérieures
et de la communication**
Anthony Gooch, Directeur

Audit interne et évaluation
Dominique Pannier, Directeur

SECÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS

Pier Carlo Padoan
Chef économiste – Questions
stratégiques
Représentant de l'OCDE auprès
du G20 Finances

Richard A. Boucher
Relations mondiales

Rintaro Tamaki
Cohérence des politiques

Yves Leterme
Politique sociale et gouvernance

ORGANES SPÉCIAUX

**Centre de
développement**

Mario Pezzini
Directeur

**Agence
internationale
de l'énergie**

Maria van der Hoeven
Directeur exécutif

**Agence
pour l'énergie
nucléaire**

Luis Echávarri
Directeur général

Mai 2012

DIRECTIONS

Département des affaires économiques Pier Carlo Padoan Chef économiste	Direction des affaires financières et des entreprises Carolyn Ervin Directrice	Direction de la coopération pour le développement Jon Lomoy Directeur	Direction des échanges et de l'agriculture Ken Ash Directeur	Direction de l'éducation Barbara Ischinger Directrice
Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales John P. Martin Directeur	Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local Sergio Arzeni Directeur	Direction de l'environnement Simon Upton Directeur	Direction exécutive Patrick van Haute Directeur	Direction de la gouvernance publique et du développement territorial Rolf Alter Directeur
Centre de politique et d'administration fiscales Pascal Saint-Amans Directeur	Direction de la science, de la technologie et de l'industrie Andrew Wyckoff Directeur	Direction des statistiques Martine Durand Directrice		

ENTITÉS SPÉCIALES

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest Laurent Bossard Directeur	Forum international des transports Michael Kloth Secrétaire général par interim	Forum pour le partenariat avec l'Afrique David Batt Directeur	Groupe d'action financière Rick McDonell Secrétaire exécutif
---	--	--	---

ACTIVITÉS PRINCIPALES



Direction de la coopération pour le développement

www.oecd.org/cad



Jon Lomoy
Directeur
Courriel : dac.contact@oecd.org

« En nous attaquant aux défis du futur, nous ne devons pas oublier les opportunités offertes par le présent, notamment la réelle possibilité d'éradiquer la pauvreté mondiale. La réalisation de cet objectif dépendra largement des efforts des pays en développement pour mobiliser leurs ressources. Le partenariat mondial de Busan peut nous aider à soutenir efficacement leurs efforts ; sa valeur véritable sera éprouvée sur le terrain, au niveau des pays. »

Au cours de la décennie écoulée, les efforts de l'OCDE portant sur l'efficacité de l'aide ont évolué d'une approche centrée sur les donateurs vers un processus d'engagement largement ouvert. Ce processus a atteint son apogée en 2011, lors du 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan (Corée). Plus de 3000 personnes issues de pays développés et de pays en développement, de la société civile, du secteur privé et de fondations s'y sont réunies pour collaborer plus efficacement à la promotion du développement.

Pourquoi cet événement a-t-il été un succès ? Premièrement, Busan a été l'occasion de conduire un dialogue international franc sur la coopération pour le développement, à partir de données concrètes et sous la conduite des pays en développement qui déploient de gros efforts pour améliorer leurs performances. Deuxièmement, alors que les forums précédents portaient principalement sur l'aide, celui-ci a été au-delà, et a notamment concerné les résultats, la transparence et la fragmentation de l'aide, mais aussi la fiscalité, les flux illicites, les investissements du secteur privé, le financement « climat », la coopération Sud-Sud, et les situations de fragilité et de conflit. Troisièmement, et c'est le plus important, Busan a inauguré un partenariat ouvert à tous les acteurs : les donateurs d'aide classiques, membres du Comité d'aide au développement (CAD), les donateurs émergents (le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud ont tous approuvé le document final), les coopérateurs Sud-Sud, la société civile, le secteur privé et les parlementaires. Fondé sur le dialogue, la cohérence et l'ouverture, le nouveau Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement semble promis à un succès durable.

La Direction de la coopération pour le développement aide le CAD à élaborer des politiques meilleures pour une vie meilleure en examinant le financement du développement, en s'assurant que les investissements sont efficaces et en encourageant les bonnes politiques. Grâce à des partenariats inclusifs au service du développement, elle constitue un forum ouvert à tous pour partager les bonnes pratiques et améliorer les connaissances. ■

Activités principales

- Architecture et financement de l'aide : www.oecd.org/cad/architecture
- Efficacité de l'aide : www.oecd.org/cad/efficacite
- Aide pour le commerce : www.oecd.org/cad/apc
- Statistiques de l'aide : www.oecd.org/cad/stats
- Conflits et fragilité : www.oecd.org/cad/incaf
- Ouverture : www.oecd.org/cad/portesuvertes
- Environnement et développement : www.oecd.org/cad/environnement
- Évaluation des programmes de développement : www.oecd.org/cad/evaluation
- Égalité homme-femme et développement : www.oecd.org/cad/genre
- Gouvernance et développement : www.oecd.org/cad/gouvernance
- Examens par les pairs des efforts des membres du CAD : www.oecd.org/cad/examenspairs
- Réduction de la pauvreté : www.oecd.org/cad/pauvrete
- Statistiques du développement : www.paris21.org

Publications principales

- *Efficacité de l'aide 2011 : Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris*
- *Panorama 2011 de l'aide pour le commerce : Montrer les résultats*
- *Examens du CAD par les pairs : Danemark, Grèce, Pays-Bas et États-Unis*
- *Rapport 2011 sur la coopération pour le développement*
- *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement en 2011 : Versements, engagements, indicateurs par pays*
- *Vers un développement plus vert : Améliorer les capacités pour la gestion et la gouvernance de l'environnement*
- *L'engagement international dans les États fragiles : Peut-on mieux faire ?*
- *OECD Journal: General Papers, Vol. 2010, Issue 1: Special issue on development co-operation (en anglais uniquement)*
- *Resource Flows to Fragile and Conflict-Affected States (en anglais uniquement)*

Manifestations principales

- Trends in Accountability: Media Assistance Today, Paris, 7-8 juin 2011
- Deuxième réunion mondiale du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, Monrovia, 15-16 juin 2011
- Atelier sur la croissance verte et le développement, 28 juin 2011
- Réunion du Groupe de coordination arabe et du CAD, Londres, 4-5 juillet 2011
- Dialogue africain sur le financement du changement climatique et l'efficacité du développement, Nairobi, 21-23 septembre 2011
- Lancement de l'édition spéciale « 50^e anniversaire » du Rapport 2011 sur la coopération pour le développement, Paris, 4 octobre 2011
- L'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes dans le monde rural, Addis-Abeba, 31 janvier-1 février 2012
- Forum mondial de l'OCDE sur le développement, Paris, 28-29 février 2012
- Réunion du CAD au niveau des hauts fonctionnaires, Paris, 3-4 avril 2012
- Consultation entre l'OCDE et l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI) sur la croissance verte et les pays en développement, Séoul, 9 mai 2012
- Conférence Rio+20 ; manifestation parallèle consacrée au Rapport 2012 sur la coopération pour le développement, Rio de Janeiro, 20-22 juin 2012

Département des affaires économiques

www.oecd.org/eco-fr



Pier Carlo Padoa
Secrétaire général adjoint et Chef économiste
Courriel : eco.contact@oecd.org

« L'économie mondiale a nettement fléchi vers la fin de 2011. Il est essentiel d'adopter des mesures pour remédier aux problèmes de dettes souveraines et du secteur bancaire dans la zone euro, tout en engageant des réformes structurelles. La politique monétaire devrait rester expansionniste, et tout resserrement budgétaire excessif devrait si possible être évité. Par sa diffusion des bonnes pratiques et ses conseils fondés sur des analyses rigoureuses, le Département des affaires économiques peut étayer le processus d'élaboration des politiques. »

En 2011, le Département des affaires économiques (ECO) a axé ses recommandations sur les mesures permettant aux pays d'éviter une nouvelle crise, dans un contexte de turbulences persistantes sur les marchés de capitaux et de dégradation de l'économie mondiale. Il est désormais clair que la différence entre les scénarios favorables et défavorables décrits dans les *Perspectives économiques* de novembre dépend d'interventions publiques judicieuses. De telles interventions passent par la mise en œuvre de mesures tant au niveau de la zone euro qu'au niveau national dans l'ensemble de la zone OCDE. En outre, les pays ne doivent pas perdre de vue les réformes structurelles, même en cette période difficile. À partir des enseignements tirés de ses études périodiques, de ses travaux de recherche et du dialogue qu'il mène sur les politiques à suivre, ECO continuera de formuler des recommandations sur les moyens de promouvoir une croissance mondiale forte, durable et équilibrée.

Au cours des 12 derniers mois, ECO a publié 18 études par pays, notamment sur des pays bénéficiant de l'engagement renforcé (Brésil, Fédération de Russie et Inde). Les travaux continuent dans les domaines liés aux missions confiées par le G20 à l'OCDE. En 2012, le Département des études économiques lancera une nouvelle série de *Documents d'orientation*, destinée à diffuser certaines études sur des questions d'actualité liées aux politiques structurelles et macroéconomiques. Cette série présentera des recommandations visant à favoriser l'emploi, une croissance durable et une amélioration générale des niveaux de vie. Des chapitres spéciaux ont été inclus dans la publication *Objectif croissance*, sur la compatibilité entre inégalités de revenus et croissance, ainsi que sur le partage des risques en temps de crise. Le Département a également publié 92 documents de travail en 2011 et devrait faire paraître le 1000^e document de cette série avant la fin de 2012.

Le Département des affaires économiques assure un suivi des politiques économiques multilatérales, nationales et structurelles pour les membres de l'OCDE ainsi que pour les pays en voie d'adhésion et bénéficiant de l'engagement renforcé. ■

Activités principales

- Études économiques par pays : www.oecd.org/eco/etudes
- Analyses et conseils en matière de politiques structurelles pour l'ensemble des pays : www.oecd.org/economie/objectifcroissance
- Perspectives économiques : www.oecd.org/perspectiveseconomiques
- Notes de politique économique du Département des affaires économiques : www.oecd.org/economy/policynotes
- Documents de travail du Département des affaires économiques : www.oecd.org/eco/documentsdetravail
- Documents d'orientation du Département des affaires Économiques : www.oecd.org/economy/policypapers
- Questions monétaires et financières : www.oecd.org/eco/monnaiesfinances
- Finances publiques : www.oecd.org/eco/financespubliques

Publications principales

- *Réformes économiques 2012 : Objectif croissance*
- *Perspectives économiques de l'OCDE*
- *Études économiques de l'OCDE* (portant sur les pays membres et certains pays non membres)
- *Revue économique de l'OCDE*
- *Promoting Inclusive Growth: Challenges and Policies* (en anglais uniquement)

Manifestations principales

- Lancement de l'édition 2012 d'*Objectif croissance* à Mexico, 24 février 2012
- Lancement des *Perspectives économiques intermédiaires* pour les grandes économies mondiales à Paris, 27 mars 2012
- Lancement des *Perspectives économiques de l'OCDE* à Paris, 22 mai 2012

Direction de l'éducation

www.oecd.org/edu-fr



Barbara Ischinger
Directrice
Courriel : edu.contact@oecd.org

« L'éducation et les compétences sont à la base d'une croissance économique durable. Les individus ont besoin des compétences appropriées pour s'adapter à l'évolution rapide du marché de l'emploi et atteindre les meilleurs résultats sociaux possibles pour eux-mêmes, leurs familles et la société. Nous aidons les pays membres et non membres à élaborer des politiques éducatives efficaces, à comparer leurs performances et à apprendre les uns des autres grâce au dialogue. »

À l'occasion des célébrations du 50^e anniversaire de l'OCDE, l'édition 2011 du rapport annuel phare de l'OCDE, *Regards sur l'éducation*, débutait par un éditorial du Secrétaire général Angel Gurría retraçant « Cinquante ans de progrès dans le monde de l'éducation ». L'OCDE a organisé le premier Sommet international sur la profession enseignante, en collaboration avec le ministère américain de l'Éducation et l'Internationale de l'éducation, afin d'encourager les pouvoirs publics et les organisations enseignantes à renforcer la profession d'enseignant.

En mai 2012, l'OCDE présentera sa Stratégie sur les compétences lors de la Réunion du Conseil au niveau des ministres. Cette initiative transversale, dirigée par la Direction de l'éducation, soutiendra les efforts des États pour promouvoir le progrès social et une croissance économique durable en améliorant les résultats scolaires et en stimulant le capital humain et l'emploi.

La Direction de l'éducation conduit les travaux de l'OCDE visant à aider les pays membres et non membres à mettre en place un enseignement de qualité pour tous, contribuant à l'épanouissement personnel, à une croissance économique durable et à la cohésion sociale. Le Comité des politiques d'éducation définit l'orientation stratégique et supervise les travaux de l'OCDE dans le secteur éducatif. La direction fournit des statistiques, des analyses et des recommandations pratiques aux pays sur un large éventail de sujets liés à l'enseignement. ■

Activités principales

- Indicateurs de l'enseignement : www.oecd.org/edu/rse2011
- Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) : www.oecd.org/pisa
- Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) : www.oecd.org/piaac-fr
- Stratégie de l'OCDE sur les compétences : oecd.org/education/SkillsStrategy
- Enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS) : www.oecd.org/edu/talis-fr
- Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) : www.oecd.org/edu/ceri-fr
- Éducation et accueil des jeunes enfants : www.oecd.org/edu/earlychildhood
- Équipements et infrastructures de l'enseignement : www.oecd.org/edu/equipements
- Coopération avec les pays non membres dans le domaine des politiques de l'éducation : www.oecd.org/edu/nonmembres
- Blog Educationtoday : <http://oecdeducationtoday.blogspot.com>
- Équité dans l'enseignement : www.oecd.org/edu/equite
- Cadres d'évaluation en vue d'améliorer les résultats scolaires : www.oecd.org/edu/evaluationpolicy
- Étude de faisabilité concernant l'évaluation internationale des retombées de l'enseignement supérieur (AHELO) : www.oecd.org/edu/ahelo-fr
- Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE) : www.oecd.org/edu/imhe-fr

Publications principales

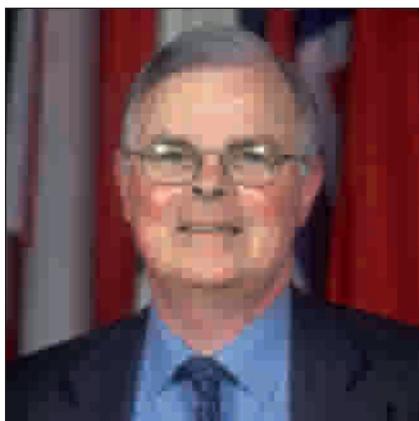
- *Preparing Teachers and Developing School Leaders for the 21st Century* (en anglais uniquement)
- *Strong Performers and Successful Reformers: Lessons from PISA for Japan* (en anglais uniquement)
- *Regards sur l'éducation 2011*
- Rapports thématiques du PISA sur les sujets suivants : *Apprendre au-delà de l'âge de 15 ans* ; *École publique/école privée* ; *Les enfants issus de l'immigration* ; *L'implication des parents* ; *Les attentes face à l'école* ; *Le PISA et les établissements scolaires*
- *Connected Minds: Technology and Today's Learners* (en anglais uniquement)
- *Languages in a Global World: Learning for Better Cultural Understanding* (en anglais uniquement)
- *The Experience of New Teachers: Results from TALIS 2008* (en anglais uniquement)
- *Petite enfance, grands défis III : Boîte à outils pour promouvoir la qualité des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants*
- *Équité et qualité dans l'éducation : Comment soutenir les élèves et les établissements défavorisés*

Manifestations principales

- 2012 Sommet international sur la profession enseignante, New York, 14-15 mars 2012
- L'enseignement supérieur démocratique : y parvenir et le soutenir, Conférence générale IMHE, Paris, 17-19 septembre 2012

Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales

www.oecd.org/els-fr



John P. Martin
Directeur
Courriel : els.contact@oecd.org

« Tous les groupes sociaux ont été touchés par les pertes d'emplois durant la crise, mais ce sont les populations déjà désavantagées sur le marché du travail – jeunes, peu qualifiés, immigrés, minorités ethniques et, parmi eux, emplois temporaires ou atypiques – qui en sont les premières victimes. Il faut avant tout favoriser une croissance économique porteuse d'emplois, mais également encourager des programmes efficaces et cibler les groupes défavorisés. »

En 2011, l'OCDE a aidé les pays à trouver de meilleures solutions pour gérer l'impact de la récession sur les emplois et les revenus. L'édition 2011 des *Perspectives de l'emploi* analyse les mesures permettant de soutenir les chômeurs tout en encourageant leur rapide retour vers l'emploi. L'OCDE a également activement contribué à établir les documents de référence pour la deuxième réunion des ministres du Travail des pays du G20 en septembre dernier. En mai 2011, lors de la réunion des ministres des Affaires sociales de l'OCDE, les participants ont estimé que les politiques sociales aidaient à atténuer l'impact de la crise sur les plus vulnérables et étaient indispensables pour faire face aux chocs économiques futurs. Les travaux de l'OCDE se sont également largement penchés sur la manière dont l'action publique pouvait réduire les inégalités sociales, notamment avec la parution de *Toujours plus d'inégalités : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, évaluation approfondie des inégalités et de leurs principales causes. L'OCDE s'est également intéressée aux mesures permettant aux chômeurs de retrouver du travail, a publié un rapport novateur, *Mal-être au travail ? Mythes et réalités sur la santé mentale et l'emploi*, et mené des analyses nouvelles sur les emplois verts. Les travaux en cours portent également sur les mesures d'insertion des immigrés.

La nouvelle édition du *Système de comptes de la santé* marque le point d'orgue d'un grand projet en collaboration avec la Commission européenne et l'Organisation mondiale de la santé visant à répondre aux demandes d'information croissantes des analystes et des décideurs sur les dépenses de santé.

Dans les prochaines années, la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELS) continuera à concentrer ses efforts sur les moyens de concilier les pressions à court terme dues à la crise et la reprise faible, et les problématiques de long terme du vieillissement de la population et de la mondialisation. Il faut notamment faire davantage pour améliorer les perspectives professionnelles des jeunes et promouvoir l'égalité des chances. Dans le domaine de la santé, la prévention et la prise en charge des maladies chroniques seront au cœur des travaux d'ELS.

ELS dirige les travaux de l'Organisation relatifs à l'emploi, aux politiques sociales, aux migrations internationales et à la santé. ■

Activités principales

- Politiques actives du marché du travail et stratégies d'activation : www.oecd.org/els/emploi/pamt
- Emploi et marchés du travail : www.oecd.org/emploi/perspectives
- Familles et enfants : www.oecd.org/social/famille
- Politiques de la santé : www.oecd.org/sante/projetsanalytiques
- Indicateurs de la santé : www.oecd.org/sante/statistiques
- Politiques migratoires internationales : www.oecd.org/els/migrations
- Régimes de retraite : www.oecd.org/els/social/pensions-fr
- Prestations de maladie et d'invalidité : www.oecd.org/els/invalidite
- Indicateurs sociaux : www.oecd.org/els/social/indicateurs
- Jeunes et marché du travail : www.oecd.org/emploi/jeunes
- Inégalités : www.oecd.org/els/social/inegalite
- Vieillesse et politiques de l'emploi : www.oecd.org/els/emploi/travailleursages
- Séminaires d'ELS : www.oecd.org/els/seminar

Publications principales

- *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies: Russian Federation* (en anglais uniquement)
- *Besoin d'aide ? La prestation de services et le financement de la dépendance*
- *Panorama de la santé 2011*
- *Système de comptes de la santé*
- *Perspectives des migrations internationales 2011*
- *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*
- *Mal-être au travail ? Mythes et réalités sur la santé mentale et l'emploi*
- *Panorama des pensions 2011*
- *Toujours plus d'inégalités : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*
- *Bulletin d'information de l'OCDE sur l'emploi, la santé, les migrations et les questions sociales*
- *Panorama de la société 2011*
- *Assurer le bien-être des familles*
- *Health Reform: Meeting the Challenge of Ageing and Multiple Morbidities 2011* (en anglais uniquement)
- *Examens de l'OCDE des systèmes de santé - Suisse*

Manifestations principales

- Réunion des ministres des Affaires sociales, Paris, 2-3 mai 2011
- Comité de la santé de l'OCDE / 50 ans de progrès dans le domaine de la santé, dans le cadre des célébrations du cinquantième anniversaire de l'OCDE, Paris, 20-22 juin 2011
- Treizième réunion des experts des comptes nationaux de la santé, Paris, 3-4 octobre 2011
- Créer des emplois dans une période difficile : leçons tirées du passé et pistes pour l'avenir, séminaire conjoint IZA/OCDE sur l'emploi, Paris, 3-4 novembre 2011
- Conférence sur les mesures d'activation du marché du travail en période de chômage élevé, Paris, 14-15 novembre 2011
- Les indicateurs de qualité des services de santé, Paris, 17-18 novembre 2011
- Améliorer les performances des systèmes de santé : quelles évolutions sur le plan de la qualité, de l'accès et des coûts ?, Paris, 29-30 novembre 2011

Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local

www.oecd.org/cfe-fr



Sergio Arzeni
Directeur
Courriel : cfe.contact@oecd.org

« La crise actuelle est sociale autant qu'économique et financière. L'entrepreneuriat jouera un rôle crucial dans l'amorçage d'une reprise inclusive et durable. Pour y parvenir, les pouvoirs publics doivent s'assurer que les financements continuent d'alimenter les entreprises capables de créer de la croissance et des emplois, et élaborer des stratégies locales efficaces de création d'emplois, surtout dans les zones et pour les populations les plus vulnérables. »

Le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local (CFE) aide les pays à concevoir et mettre en œuvre des politiques efficaces pour l'emploi local et le développement économique, les PME et l'entrepreneuriat, et le tourisme. Il mène des examens par les pairs au niveau local et national, et contribue aux projets de l'OCDE concernant la création d'emplois, l'innovation, les compétences, la parité et la croissance verte. Le CFE s'appuie aussi sur les compétences de son vaste réseau d'experts internationaux et organise des consultations régulières avec la société civile.

En 2012, le CFE continuera d'élargir son Tableau de bord sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat. Il examinera aussi comment surmonter les obstacles auxquels les PME sont confrontées pour accéder aux nouveaux marchés internationaux à forte croissance, et comment les femmes, les jeunes et les seniors saisissent les opportunités de création d'entreprise.

Durant l'année à venir, le CFE rassemblera un ensemble d'indicateurs sur les capacités des pays à contribuer à la création d'emplois plus nombreux et meilleurs, en menant des politiques actives et efficaces du marché du travail et des politiques innovantes d'entrepreneuriat au niveau local. Le Centre élaborera des stratégies transversales pour l'emploi des jeunes ainsi que des stratégies territorialisées contre le chômage de longue durée parmi les groupes vulnérables, et examinera les moyens de tirer parti du passage à une économie sobre en carbone. Les travaux consisteront aussi à aider les collectivités à assurer un développement local efficace et se doter de capacités grâce à l'apprentissage entre pairs et les forums d'échanges, notamment au Centre du Programme LEED pour le développement local de Trente.

Les autres travaux porteront sur la mesure et l'évaluation des performances du tourisme, afin d'établir un ensemble d'indicateurs de base sur les politiques et données relatives à la compétitivité dans ce secteur, et de permettre les évaluations comparatives entre pays. Le CFE continuera également à examiner l'innovation verte dans les services du tourisme, notamment ses implications pour les acteurs publics et privés, et œuvrera à élargir les mesures de libéralisation du tourisme engagées par des pays membres au-delà de la zone OCDE. ■

Activités principales

- Développement économique et création d'emplois locaux (LEED) : www.oecd.org/cfe/leed-fr
- PME et entrepreneuriat : www.oecd.org/cfe/pme
- Tourisme : www.oecd.org/cfe/tourisme

Publications principales

- *Financing SMEs and Entrepreneurs: An OECD Scoreboard* (en anglais uniquement)
- *Des emplois qui durent. Un guide pour reconstruire des emplois de qualité au niveau local*
- *Food and the Tourism Experience* (en anglais uniquement)
- *Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2012 : Tendances et politiques*
- *Intellectual Assets and Innovation: The SME Dimension* (en anglais uniquement)
- *OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship: Thailand – Key Issues and Policies* (en anglais uniquement)
- *Job-rich Growth in Asia: Strategies for Local Employment, Skills Development and Social Protection* (en anglais uniquement)
- *Changement climatique et politique du tourisme dans les pays de l'OCDE*

Manifestations principales

- 8^e réunion annuelle du Forum : Des partenariats pour les jeunes – Insérer les jeunes dans le monde de l'emploi et des affaires pour une vie professionnelle réussie, Berlin, 20-21 mars 2012
- Table ronde sur « Le financement des PME : promouvoir l'entrepreneuriat et la croissance dans une crise qui dure », 19 avril 2012
- 11^e Forum mondial sur les statistiques du tourisme, Reykjavik, 14-16 novembre 2012, organisé avec Eurostat, l'Office statistique islandais et le ministère islandais de l'Industrie, de l'Énergie et du Tourisme.

Direction de l'environnement

www.oecd.org/environnement



Simon Upton

Directeur

Courriel : env.contact@oecd.org

« Les *Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050* brossent un tableau sombre de la Terre en 2050 si nous ne changeons pas de politiques et de comportement, et elles plaident vigoureusement pour la croissance verte. Prises ensemble, les *Perspectives* et la *Stratégie pour une croissance verte* proposent des solutions globales et très concrètes aux pays qui cherchent à faire progresser les ambitions liées au développement durable et à l'éradication de la pauvreté soulignées à Rio+20. »

Le Comité des politiques d'environnement et le Comité des produits chimiques ont célébré leur 40^e anniversaire en 2011. En octobre 2011, le Forum mondial sur l'environnement traitant de la sécurité de l'eau a rassemblé des responsables politiques et des experts du monde entier afin de cerner les enjeux des réformes des politiques de l'eau. La réunion de la COP17 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Durban (Afrique du Sud) en novembre-décembre 2011 a été un événement crucial dans la lutte contre le changement climatique. Des études de l'OCDE sur le sujet ont été mises en relief dans plusieurs manifestations parallèles.

Les ministres de l'Environnement des pays de l'OCDE et des grandes économies émergentes se sont réunis en mars 2012 autour du thème : « Concrétiser les promesses de la croissance verte ». Ils ont examiné la mise en œuvre dans leur pays de la Stratégie de l'environnement de l'OCDE pour les 10 premières années du XXI^e siècle adoptée en 2001. Ils ont ensuite débattu des réponses aux principaux défis environnementaux futurs selon les conclusions des *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050*, qui prévoient à quoi pourrait ressembler le monde en 2050, et comment les politiques de croissance verte pourraient l'améliorer, en se concentrant sur le changement climatique, la biodiversité, l'eau et les effets de la pollution sur la santé.

Les *Perspectives* et le *Rapport sur la croissance verte et les pays en développement* sont des contributions majeures de l'OCDE à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, ou Rio+20, de juin 2012. Les examens environnementaux de l'OCDE sur l'Italie, l'Allemagne, le Mexique et la Slovaquie seront également préparés ou publiés en 2012.

La Direction de l'environnement aide les pays à concevoir et appliquer des politiques efficaces et efficientes pour répondre aux problèmes d'environnement et gérer durablement les ressources naturelles. Elle analyse les relations entre l'environnement et les préoccupations économiques, sectorielles ou sociales, dans des domaines tels que le changement climatique ; la biodiversité ; l'eau ; les déchets ; la fiscalité écologique ; la sécurité des produits chimiques ; les nanomatériaux et les cultures transgéniques ; l'agriculture ; les transports ; les échanges ; l'investissement et le développement. ■

Activités principales

- Biodiversité : www.oecd.org/env/biodiversite
- Changement climatique : www.oecd.org/env/cc-fr
- Éco-innovation : www.oecd.org/environnement/innovation
- Examens environnementaux par pays : www.oecd.org/env/examenspays
- Données et indicateurs environnementaux : www.oecd.org/env/indicateurs
- Modélisation économique-environnementale : www.oecd.org/environnement/modelisation
- Perspectives de l'environnement : www.oecd.org/environnement/perspectives
- Fiscalité écologique, permis négociables : www.oecd.org/env/taxes-fr
- Croissance verte : www.oecd.org/croissanceverte
- Productivité des ressources et déchets : www.oecd.org/env/dechets
- Sécurité des produits chimiques, des pesticides, des biotechnologies et des nanomatériaux : www.oecd.org/ess
- Transports et environnement : www.oecd.org/env/transports
- Eau : www.oecd.org/eau

Publications principales

- *Climate Change Policy and Innovation: Bending the Trajectory* (en anglais uniquement)
- *Vers un développement plus vert : Améliorer les capacités pour la gestion et la gouvernance de l'environnement*
- *Politique de l'environnement et comportement des ménages*
- *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050*
- *Examens environnementaux de l'OCDE : République slovaque, Israël, Allemagne, Slovénie, Mexique, Italie*
- *Le commerce illicite de produits écologiquement sensibles*
- *Invention et transfert de technologies environnementales*
- *Meeting the Water Reform Challenge* (en anglais uniquement)
- *L'évaluation économique des risques de mortalité dans les politiques de l'environnement, de la santé et des transports*
- *Ten Years of Water Sector Reform in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia* (en anglais uniquement)
- *Relever le défi du financement des services d'eau et d'assainissement : approches et outils*

Manifestations principales

- Réunion du Comité des produits chimiques de l'OCDE, célébration du 40^e anniversaire, Paris, 15-17 juin 2011
- Forum mondial sur l'environnement : Séminaire du Groupe d'experts sur le changement climatique sur la MNV et les marchés du carbone, Paris, 19-20 septembre 2011
- Forum mondial sur l'environnement : Préparation des Perspectives de l'environnement de l'OCDE, Paris, 3-4 octobre 2011
- Comité des politiques d'environnement, 40^e anniversaire, Paris, 4-6 octobre 2011
- Forum mondial sur l'environnement : Réussir la réforme de l'eau, Paris, 25-26 octobre 2011
- Forum mondial sur l'environnement : Séminaire du Groupe d'experts sur le changement climatique sur le nouveau mécanisme de marché de la CCNUCC et le suivi du financement climatique, Paris, 19-20 mars 2012
- Réunion du Comité des politiques d'environnement au niveau des ministres, Paris, 29-30 mars 2012

Direction des affaires financières et des entreprises

www.oecd.org/daf-fr



Carolyn Ervin
Directrice
Courriel : daf.contact@oecd.org

« L'OCDE contribue à faire fonctionner les marchés au profit des populations en contribuant aux efforts des gouvernements afin de les maintenir ouverts et transparents et de favoriser l'intégrité des entreprises dans l'intérêt de la société et du développement. »

La Direction des affaires financières et des entreprises (DAF) contribue à la mission de l'OCDE – promouvoir des politiques qui favorisent le bien-être économique et social dans le monde entier – en aidant les gouvernements à améliorer les politiques nationales et internationales qui affectent les entreprises et les marchés. Elle aide par ailleurs les pays membres, les économies émergentes et les autres économies partenaires à constituer des marchés et des institutions de marché ouverts et efficaces, à combattre les abus et à promouvoir la coopération internationale. Les travaux de la DAF portent sur l'investissement international ; la finance, l'assurance et les retraites ; le gouvernement d'entreprise, la concurrence, la lutte contre la corruption ; et le développement du secteur privé.

L'OCDE s'efforce d'aider les pays à surmonter la crise économique, réformer leurs institutions et trouver de nouvelles sources de croissance. Des membres comme la Grèce et l'Italie ont demandé conseil à l'Organisation sur leurs politiques de la concurrence, la réforme du secteur des entreprises d'État et autres initiatives destinées à stimuler leurs économies. En réponse à un besoin urgent révélé par la crise, la DAF développe des normes internationales sur l'éducation financière et la protection des consommateurs.

En soutien au Partenariat de Deauville du G8, le Programme MENA-OCDE pour l'investissement intensifie sa coopération avec les pays de la région MENA pour accroître leur attractivité auprès des investisseurs, améliorer le gouvernement d'entreprise et combattre la corruption. La coopération avec les pays extérieurs à la région de l'OCDE inclut l'Amérique latine : le Pérou et la Colombie ont adhéré à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, et la Colombie adhère à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers en intégrant les normes internationales dans sa législation et ses politiques. La Chine a été le premier pays non membre de l'OCDE à entreprendre une évaluation complète de ses politiques par rapport aux principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE. Le Code de la libération des mouvements de capitaux de l'OCDE, seul instrument multilatéral de coopération sur la gestion des flux de capitaux, est désormais ouvert à l'adhésion des non membres. ■

Activités principales

- Liberté d'investissement : www.oecd.org/daf/investment/foi
- Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales : www.oecd.org/daf/investissment/principesdirecteurs
- Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsable en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque : www.oecd.org/daf/investment/mining
- Corruption dans les marchés internationaux : www.oecd.org/daf/anticorruption
- Affaires d'entreprises : www.oecd.org/daf/affairesentreprises
- Évaluation de la concurrence : www.oecd.org/competition/toolkit
- Ententes dans les marchés publics : www.oecd.org/competition/bidrigging
- Marchés financiers : www.oecd.org/daf/fin-fr
- Investisseurs institutionnels et investissements à long terme : www.oecd.org/finance/lti
- Protection financière des consommateurs : www.oecd.org/daf/fin/consumerprotection
- Dette souveraine et stabilité financière : www.oecd.org/finance/sovereigndebt
- Gestion de la dette publique : www.oecd.org/daf/dettepublique
- Assurance : www.oecd.org/daf/assurance
- Pensions privées : www.oecd.org/daf/pensions-fr
- Éducation financière : www.financial-education.org
- Développement du secteur privé : www.oecd.org/daf/dsp

Publications principales

- *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement* : Colombie, Kazakhstan, Ukraine, Zambie
- *Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales* : Édition 2011 et Rapport annuel sur les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales 2011
- *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque*
- *Identification et quantification des profits de la corruption – une analyse OCDE StAR*
- *OECD Sovereign Borrowing Outlook* (en anglais uniquement)
- *Arab World Competitiveness Report 2011-2012* (en anglais uniquement, établi conjointement par l'OCDE et le Forum économique mondial)
- *Central Asia Competitiveness Outlook* (en anglais uniquement)
- *Eastern Europe and South Caucasus Competitiveness Outlook* (en anglais uniquement)
- *Republic of Moldova 2011: Fostering SME Development* (en anglais uniquement)

Manifestations principales

- Conférence G20-OCDE : « Ensemble contre la corruption : entreprises et pouvoirs publics du G20 », Paris, 27-28 avril 2011
- 9^e Forum latino-américain sur la concurrence, Bogotá, 13-14 septembre 2011
- Initiative BAD/OCDE de lutte contre la corruption en Asie et dans le Pacifique, New Delhi, 27 septembre 2011
- Table ronde OCDE-Asie sur le gouvernement d'entreprise en Asie, Bali, 3-4 octobre 2011
- Conférence OCDE-Financial Service of Board d'Afrique du Sud : « Financial Literacy: Financial Education for All », Le Cap, 27-28 octobre 2011
- Conférence au niveau ministériel sur l'Europe du Sud-Est : « Établir une vision pour l'Europe du Sud-Est en 2020 et commémoration du 10^e Anniversaire de la Charte de l'OCDE pour l'investissement en Europe du Sud-est », Paris, 23-24 novembre 2011
- Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Amérique latine, Lima, 29-30 novembre 2011
- 9^e Forum mondial sur l'investissement international, Paris, 6 décembre 2011

Direction de la gouvernance publique et du développement territorial

www.oecd.org/gov-fr



Rolf Alter

Directeur

Courriel : gov.contact@oecd.org

« En 2011, le rôle essentiel de la bonne gouvernance pour la reprise économique n'a fait que se confirmer. La crise persistant et les contraintes des autorités publiques s'aggravant, leur capacité de mettre en œuvre des politiques efficaces a été mise à rude épreuve. La mission de l'OCDE est de les aider à faire mieux à l'avenir. »

Assurer la viabilité budgétaire tout en maintenant des services publics de qualité, favorisant la croissance, reste une gageure. À la recherche de politiques meilleures, l'OCDE s'est attachée en 2011 à produire des données fiables pour éclairer les décisions des autorités publiques. Les nouvelles éditions de *Panorama des administrations publiques* et de *Panorama des régions* enrichissent les références empiriques par des indicateurs originaux permettant d'évaluer les performances des administrations. *Redresser les finances publiques* mesure les progrès des pays dans leurs engagements budgétaires et dessine le chemin restant. Et la première édition des *Perspectives régionales* évalue les efforts de réforme des politiques régionales à l'appui de la reprise économique, notamment le rôle essentiel des villes pour la croissance verte. En réponse aux leçons tirées de la crise, l'OCDE a révisé ses principes réglementaires et établi une nouvelle recommandation en mars 2012. L'OCDE a poursuivi ses travaux sur la réforme du secteur public et l'innovation, en se concentrant sur la gestion des ressources humaines, l'administration électronique, la parité, l'intégrité dans le secteur public et la gestion des risques (avec la création d'un forum à haut niveau sur le risque). L'année 2011 a notamment été marquée par la création de l'Observatoire de l'OCDE sur l'innovation dans le secteur public, qui doit élargir l'accès aux bonnes pratiques et le partage des connaissances. Les principes et les bonnes pratiques de gouvernance de l'OCDE sont toujours très demandés dans les pays non membres, et la bonne gouvernance est un pilier important de la Stratégie de l'OCDE pour le développement.

L'intérêt tout particulier que porte la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE au cadre institutionnel et à la mise en œuvre des politiques favorise l'apprentissage mutuel et la diffusion des meilleures pratiques. Des réseaux régionaux soutiennent le dialogue en Afrique du nord et au Moyen-Orient, en Amérique latine, en Asie et en Europe de l'est. ■

Activités principales

- Budgétisation et dépenses publiques : www.oecd.org/gov/budget-fr
- Innovation dans le secteur public et administration électronique : www.oecd.org/gov/adminelectronique
- Panorama des administrations publiques : www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu
- Lutte contre la corruption dans le secteur public : www.oecd.org/gov/ethique
- Emploi et gestion publics : www.oecd.org/gov/grh
- Réforme de la gouvernance publique au Moyen-Orient et en Afrique du nord : www.oecd.org/mena/governance
- Statistiques et indicateurs régionaux : www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs
- Développement urbain, rural et régional : www.oecd.org/gov/regional-fr
- Politique réglementaire : www.oecd.org/gov/reformereg
- SIGMA (Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion) : www.oecd.org/gov/sigma
- Gestion des risques : www.oecd.org/gov/risques

Publications principales

- *Panorama des administrations publiques 2011*
- *Redresser les finances publiques 2011*
- *Perspectives régionales de l'OCDE 2011*
- *Panorama des régions de l'OCDE 2011*
- *Futurs chocs mondiaux : Pour une modernisation de la gouvernance des risques*
- *Les fonctionnaires, partenaires de la croissance : Pour une fonction publique plus forte, plus resserrée et plus équitable*
- *M-Government: Mobile Technologies for Responsive Governments and Connected Societies* (en anglais uniquement)
- *Ensemble pour améliorer les services publics : Partenariat avec les citoyens et la société civile*
- *OECD Integrity Review of Brazil : Managing Risks for a Cleaner Public Service* (en anglais uniquement)
- *Lobbyistes, pouvoirs publics et confiance du public, volume 2 : Promouvoir l'intégrité par l'autoréglementation*
- *Conseillers ministériels : Rôle, influence et gestion*
- *Politique réglementaire et gouvernance : Soutenir la croissance économique et servir l'intérêt général*
- *Better Regulation in Europe : Italy* (en anglais uniquement)

Périodiques :

- *Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire*
- *Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique*
- *Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation*
- *Examens territoriaux de l'OCDE*

Manifestations principales

- Réunion annuelle des Hauts responsables du budget des pays de l'OCDE, Luxembourg, 6-7 juin 2011
- Répondre efficacement aux défis contemporains : réunion du Réseau des Hauts responsables des centres de gouvernement, Ottawa, 18-20 octobre 2011
- Forum à haut niveau de l'OCDE sur le risque (réunion inaugurale), Paris, 8-9 décembre 2011
- 3^e Conférence annuelle OCDE-Ministère de l'Économie du Mexique sur la réforme de la réglementation, Mexico, 10 janvier 2012
- 4^e Table ronde de l'OCDE des maires et des ministres : Mobiliser l'investissement au service de la durabilité urbaine, de la création d'emplois et d'une croissance résiliente, Chicago, 8 mars 2012
- Séminaire parlementaire à haut niveau de l'OCDE, « Meilleures pratiques pour la gouvernance : le rôle des parlements », Santiago, 8-9 mars 2012
- Réunion à haut niveau de l'OCDE sur l'administration électronique : Nouvelles solutions TIC pour la souplesse du secteur public, Mexico, 26-27 mars 2012
- Comprendre la croissance dans différents types de régions, Newcastle, 26-27 mars 2012

Direction de la science, de la technologie et de l'industrie

www.oecd.org/sti-fr



Andrew Wyckoff
Directeur
Courriel : sti.contact@oecd.org

« Les actifs intellectuels en recherche, conception, marketing, sous forme de réseaux, de logiciels ou de données seront de plus en plus déterminants pour la croissance et la compétitivité. Ces éléments “immatériels” peuvent représenter une part considérable de la valeur ajoutée d’un produit ; ils sont l’une des principales raisons pour lesquelles les téléphones d’Apple et les machines Nespresso se vendent autant. Les entreprises intelligentes savent qu’en investissant dans ce type d’actifs, elles sont plus à même de capter de la valeur dans les échanges mondiaux. »

La Stratégie de l’OCDE pour l’innovation conserve toute son influence : plusieurs grands pays, ainsi que l’Union européenne, s’inspirent de nos travaux pour définir leurs politiques de l’innovation. Pour soutenir cette démarche, nous travaillons au développement d’une Plate-forme des politiques d’innovation dynamique en ligne présentant des études de cas, des examens nationaux, de bonnes pratiques et de nouveaux indicateurs afin d’apporter des recommandations individualisées de stratégies de stimulation de l’innovation.

Dans le domaine de l’économie Internet, la réunion à haut niveau que nous avons organisée en juin 2011 a donné naissance à une série de principes pour l’élaboration des politiques, qui continuent de structurer le débat sur la préservation d’un Internet ouvert.

Nos travaux actuels sur les actifs intellectuels contribueront à faire émerger de nouvelles sources de croissance. De nouveaux outils puissants, permettant d’analyser des ensembles de données toujours plus vastes, sont particulièrement prometteurs pour réaliser des gains de productivité, améliorer l’efficacité et la transparence des administrations et faire progresser les sociétés dans les domaines de la santé et de l’environnement.

Comprendre comment les actifs intellectuels sont utilisés est également essentiel pour extraire de la valeur des chaînes de valeur mondiales qui, de plus en plus, structurent les échanges mondiaux. Aux indicateurs traditionnels sur les flux d’échanges bruts, il faut adjoindre des mesures tenant compte de la valeur ajoutée à chaque étape de la production. Pour démystifier les relations complexes qui parcourent notre économie mondiale, il est utile d’avoir une meilleure vision des échanges en termes de valeur ajoutée.

Enfin, nous continuerons d’apporter notre soutien aux projets suivants : la Stratégie de l’OCDE pour une croissance verte, particulièrement en ce qui concerne les technologies propres et les infrastructures intelligentes ; l’utilisation des technologies de l’information et de la communication pour satisfaire les besoins des sociétés comme la télésanté ; l’innovation au service des

pays en développement ; et la coopération scientifique face aux grands enjeux planétaires comme le changement climatique, le vieillissement démographique et la sécurité alimentaire.

La Direction de la science de la technologie et de l'industrie (STI) coordonne les travaux de l'OCDE sur les sources de croissance économique et de développement social reposant sur les actifs intellectuels et, plus précisément, sur les moyens de produire de l'innovation à partir de la science, de la technologie et de la connaissance. ■

Activités principales

- Innovation : www.oecd.org/innovation-fr
- Économie de l'Internet : www.oecd.org/internet-fr
- Science et technologie : www.oecd.org/science-fr
- Industrie et entrepreneuriat : www.oecd.org/entreprises
- Politique des consommateurs : www.oecd.org/sti/consumer-policy

Publications principales

- Science, technologie et industrie : *Perspectives de l'OCDE 2012*
- L'économie Internet : *Perspectives de l'OCDE 2012*
- Science, technologie et industrie : *Tableau de bord de l'OCDE*
- *Perspectives des communications de l'OCDE 2011*
- *Examens de l'OCDE des politiques d'innovation* : Asie du Sud Est, Slovénie, Suède, Vietnam
- *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*
- *Fostering Innovation for Green Growth* (en anglais uniquement)
- *The Space Economy at a Glance* (en anglais uniquement)
- *Financing High-Growth Firms: The Role of Angel Investors* (en anglais uniquement)
- *OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Mexico* (en anglais uniquement)

Manifestations principales

- Symposium sur la Nouvelle géographie de l'innovation et l'impact de la crise économique, Paris, 19-20 janvier 2012
- Remonter sur les chaînes de valeur mondiales, perspectives pour l'Amérique latine, organisé conjointement avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, Mexico, 14-15 mars 2012
- Symposium international sur l'impact économique des nanotechnologies, organisé conjointement avec la *US National Nanotechnology Initiative*, Washington, DC, 27-28 mars 2012
- Des outils scientifiques pour l'anticipation et la réponse aux crises mondiales, symposium organisé à l'occasion de la 100^e session du Comité de la politique scientifique et technologique et du 20^e anniversaire du Forum mondial de la science de l'OCDE, Paris, 18 avril 2012
- Forum mondial sur la biotechnologie : Biotechnologie marine – des solutions habilitantes pour la productivité et le développement durable des océans, Vancouver, 30-31 mai 2012
- Forum mondial sur l'économie du savoir, Séoul, 18-19 septembre 2012
- Atelier final sur les Réseaux et les marchés de la connaissance, Paris, 26-27 novembre 2012
- Statistiques sur les brevets à l'usage des décideurs, Paris, 28-29 novembre 2012

Direction des statistiques

www.oecd.org/std-fr



Martine Durand
Directrice et Chef statisticienne
Courriel : stat.contact@oecd.org

« *Comment va la vie ?*, le nouveau rapport de l'OCDE sur les indicateurs de bien-être, est un premier pas pour nous aider à comprendre ce qui compte le plus dans la vie des gens. Nous allons maintenant franchir un pas supplémentaire pour que ces indicateurs soient utilisés par les gouvernants afin d'améliorer le bien-être des populations à travers le monde. »

Depuis le lancement de l'initiative « Vivre mieux » de l'OCDE et de l'Indice « Vivre mieux » lors de la Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2011, nos travaux sur la mesure du bien-être et du progrès ont connu une avancée majeure avec la publication du rapport *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*. Cet ensemble complet d'indicateurs comparatifs du bien-être constitue une première pour l'OCDE. Sélectionnés en consultation étroite avec des offices statistiques nationaux, ces indicateurs reflètent les résultats moyens ainsi que les inégalités observées dans des dimensions clés de la vie des individus. Ce rapport a été rendu public au cours d'une conférence organisée avec l'INSEE en octobre 2011 pour faire le point sur les progrès de la mise en œuvre des recommandations de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi.

En collaboration avec la Direction de l'environnement et le Département des affaires économiques, la Direction des statistiques (STD) a poursuivi les travaux du rapport sur les indicateurs de croissance verte, présenté lors de la Réunion du Conseil au niveau des ministres de 2011, dans le cadre de la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte. Ces travaux ont été axés sur l'élaboration d'indicateurs phares, des contributions à la Plate-forme de connaissances sur la croissance verte, et la finalisation d'une nouvelle norme internationale de comptabilité environnementale et économique. La Direction des statistiques contribue également aux travaux sur la croissance verte dans les pays en développement.

Dans le cadre de l'Initiative de l'OCDE pour la parité, nous avons accompli des progrès sensibles dans la mesure de l'entrepreneuriat féminin. Afin de contribuer aux analyses du commerce international, la Direction des statistiques, la Direction de la science de la technologie et de l'industrie et la Direction des échanges ont lancé un projet majeur sur la mesure des échanges en termes de valeur ajoutée. Ces données permettront de mieux cerner la part de la valeur ajoutée dans les exportations et les importations, et son incidence sur les emplois, les salaires et les bénéfices.

La Direction des statistiques de l'OCDE recueille et analyse des statistiques économiques et sociales émanant des pays membres et partenaires de l'Organisation. Son objectif est de diffuser des données aussi comparables que possible au niveau international. La Direction est responsable de la coordination de l'ensemble des activités statistiques de l'OCDE, ainsi que du développement de son système d'information statistique. Elle œuvre à la diffusion des statistiques clés de l'OCDE au moyen d'instruments comme le *Panorama des statistiques de l'OCDE*, des graphiques dynamiques et des outils en ligne innovants. ■

Activités principales

- Indicateurs de l'entrepreneuriat et statistiques sur les entreprises : www.oecd.org/std/entrepreneuriat
- Indicateurs composites avancés et enquêtes de conjoncture : www.oecd.org/std/indicateursetconjoncture
- Statistiques financières : www.oecd.org/statistiques/finances
- Stratégie pour une croissance verte : www.oecd.org/croissanceverte
- Comptes nationaux : www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux
- Prix et parités de pouvoir d'achat : www.oecd.org/std/prixetppa
- Statistiques sur la productivité : www.oecd.org/statistiques/productivite
- Échanges internationaux et balance des paiements : www.oecd.org/statistiques/echanges
- Indicateurs de mondialisation : www.oecd.org/statistiques/mondialisation
- Mesurer le bien-être et le progrès : www.oecd.org/mesurerleprogres
- Wikiprogress : www.wikiprogress.org

Publications principales

- *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*
- *Panorama des statistiques de l'OCDE 2011-2012*
- *Panorama des comptes nationaux 2011*
- *Panorama de l'entrepreneuriat 2012*

Manifestations principales

- Conférence sur les « Nouvelles orientations dans le domaine du bien-être », Paris, 6-8 juillet 2011
- Conférence « Deux ans après le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : Quelles mesures du bien-être et de la soutenabilité ? » Paris, 12 octobre 2011
- Conférence sur la « Mesure de l'insécurité économique. Causes et conséquences », Paris, 22-23 novembre 2011
- Conférence asiatique « Mesurer le bien-être et favoriser le progrès des sociétés », Tokyo, 5-6 décembre 2011
- Conférence africaine « Mesurer le bien-être et favoriser le progrès des sociétés », Rabat, 19-21 avril 2012

Centre de politique et d'administration fiscales

www.oecd.org/fiscalite



Pascal Saint-Amans
Directeur
Courriel : ctp.contact@oecd.org

« En cette période de crise, tous les systèmes fiscaux sont mis à l'épreuve. Ma priorité, en tant que nouveau Directeur du Centre, est de fournir un soutien analytique à l'élaboration de systèmes fiscaux efficaces et efficients contribuant à rétablir la croissance, créer des emplois et réduire les inégalités. Nous renforcerons par ailleurs les règles sur les prix de transfert et fournirons de meilleurs instruments pour combler les lacunes fiscales afin de supprimer la double imposition et toute double exonération. Les travaux du Centre seront exhaustifs afin que ces dispositions fiscales internationales soient efficacement appliquées par les pays industrialisés, émergents et en développement. »

Le Centre de politique et d'administration fiscales (CTPA) a joué un rôle essentiel dans la contribution de l'OCDE au Sommet de Cannes du G20 en novembre 2011, en diffusant près de 60 rapports d'examen par les pairs du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Les membres du G20 ont tous adhéré à la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. Le CTPA a par ailleurs établi deux rapports, l'un sur les efforts des organisations internationales pour favoriser la mobilisation des ressources nationales, et l'autre sur leur contribution à la suppression progressive des subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui encouragent les gaspillages.

Pour renforcer les économies des pays membres, le CTPA a institué un suivi et une évaluation périodique des réformes fiscales visant à favoriser l'assainissement budgétaire et à rétablir la croissance, et a organisé une réunion à haut niveau sur l'élaboration de systèmes fiscaux concurrentiels. Les résultats de ces initiatives alimenteront nos travaux sur les politiques fiscales.

Le CTPA a renforcé ses engagements avec les économies non membres à travers plusieurs initiatives : la signature d'un programme triennal avec l'Inde, le lancement d'un Forum mondial sur les conventions fiscales et les prix de transfert, la publication *Revenue Statistics in Latin America*, ainsi qu'une série d'activités dans le cadre du Programme sur la fiscalité et le développement. Enfin, le Dialogue fiscal international a lancé un débat mondial sur la fiscalité et l'inégalité lors de sa Conférence de décembre 2011 en Inde, actuellement suivie par des événements au niveau régional.

Le CTPA mène les travaux de l'OCDE dans le domaine fiscal et couvre les questions fiscales nationales et internationales, les impôts directs et indirects ainsi que la politique et l'administration fiscales. Il mène également des actions visant à renforcer la coopération entre les autorités fiscales et autres organismes chargés de l'application de la loi pour lutter contre les délits fiscaux et il a lancé, en liaison avec la Direction de la coopération pour le développement, un programme de mobilisation des ressources nationales dans les pays en développement. Le CTPA permet de prendre en compte le point de vue fiscal sur des questions comme le changement climatique, la croissance et l'emploi, l'innovation, la réduction des inégalités et la lutte contre la corruption. ■

Activités principales

- Base de données fiscale de l'OCDE : www.oecd.org/ctp/taxdatabase
- Analyse des politiques fiscales : www.oecd.org/ctp/apf
- Conventions fiscales : www.oecd.org/ctp/cf
- Prix de transfert : www.oecd.org/ctp/pt
- Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale : www.oecd.org/ctp/eoi/mutual
- Impôts sur la consommation : www.oecd.org/ctp/ic
- Échange de renseignements : www.oecd.org/tax/eoi
- Pratiques fiscales dommageables : www.oecd.org/ctp/pfd
- Administration fiscale : www.oecd.org/tax/fta
- Blanchiment de capitaux et délits fiscaux : www.oecd.org/ctp/delitsfiscaux
- Partenariats avec les économies non membres : www.oecd.org/fiscalite/relationinternationales
- Initiative fiscale pays d'Amérique latine et des Caraïbes : www.oecd.org/tax/lacfiscal
- Réseau sur le fédéralisme financier : www.oecd.org/ctp/federalisme

Publications principales

- *Statistiques des recettes publiques 1965-2010, Édition 2011*
- *Les impôts sur les salaires 2011*
- *Dispositifs hybrides : Questions de politique et de discipline fiscales*
- *Reforming Fiscal Federalism and Local Government: Beyond the Zero-Sum Game* (en anglais uniquement)
- *Dealing Effectively with the Challenges of Transfer Pricing* (en anglais uniquement)
- *Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditure for Fossil Fuels* (en anglais uniquement)
- *Revenue Statistics in Latin America* (en anglais uniquement)
- *Fiscalité et emploi, Étude de politique fiscale de l'OCDE No. 21*
- *La Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale amendée par le Protocole de 2010*
- *Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, 59 examens par les pairs*
- *Corporate Loss Utilisation through Aggressive Tax Planning* (en anglais uniquement)

Manifestations principales

- Conférence du 50^e anniversaire de l'OCDE : « Les défis de l'élaboration de systèmes fiscaux compétitifs », Paris, 30 juin 2011
- 16^e Réunion annuelle sur les conventions fiscales, Paris, 15-16 septembre 2011
- Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, Paris, 25-26 octobre 2011
- 4^e Conférence mondiale du DFI « Fiscalité et Inégalité », New Delhi, 7-9 décembre 2011
- 7^e Forum sur l'administration de l'impôt, Buenos Aires, 18-19 janvier 2012
- Table ronde du CTPA – Éviter et résoudre les conflits fiscaux : pouvons-nous faire mieux ?, Paris, 25-26 janvier 2012
- Première réunion annuelle internationale sur les prix de transfert, Paris, 26-27 mars 2012
- Groupe de travail sur la fiscalité et le développement, Le Cap, 9-10 mai 2012
- Conférence fiscale internationale OCDE-USCIB, Washington, DC, 4-5 juin 2012
- 2^e Forum annuel sur « Délits et fiscalité », Rome, 14-15 juin 2012
- 2^e réunion du Forum Amérique latine – Caraïbes sur la politique fiscale, Bogotá, 13-14 juillet 2012

Direction des échanges et de l'agriculture

www.oecd.org/tad-fr



Ken Ash
Directeur
Courriel : tad.contact@oecd.org

« Les négociations multilatérales sont dans l'impasse et les pressions protectionnistes s'accroissent. Dans ce contexte, les analyses fondées sur des données factuelles ont un rôle encore plus grand à jouer, et leurs résultats doivent être communiqués clairement. Les politiques protectionnistes détruisent les emplois ; elles ne les "protègent" pas. Aucun pays n'a connu de croissance durable sans ouverture aux marchés mondiaux, et lorsqu'elle s'accompagne de politiques d'emploi et de politiques sociales efficaces, celle-ci se traduit par une croissance plus inclusive et une création durable d'emplois. Les deux sont nécessaires. »

Les services représentent une part considérable et croissante de l'activité économique et de l'emploi dans les économies avancées et émergentes. L'OCDE investit lourdement pour créer une base de données sur les réglementations et calculer la restrictivité du commerce des services pour cerner l'impact de la réglementation sur ce secteur dans l'OCDE et les principales économies émergentes, et permettre aux gouvernements d'identifier les secteurs qui ont le plus à gagner de la réforme, et de désigner les domaines prioritaires pour une réforme multilatérale.

En 2011, l'OCDE a mené un projet collaboratif avec dix organisations internationales, examinant les liens entre les échanges et l'emploi, et identifiant les politiques nécessaires pour garantir que l'ouverture des marchés favorise une croissance inclusive et la création durable d'emplois. L'Organisation a soutenu les efforts du G20 pour améliorer la coordination des réactions face au niveau élevé et à la volatilité des prix des produits agricoles.

L'OCDE contribue aux efforts de ses membres pour réformer leur agriculture en leur procurant des analyses approfondies sur l'impact des mesures, la gestion des risques, les restrictions aux exportations, les performances environnementales et les systèmes d'innovation. Les *Perspectives agricoles à moyen terme de l'OCDE et de la FAO* font apparaître l'évolution prévisible des conditions de marché concernant l'alimentation, l'agriculture et – pour la première fois – les pêches au cours de la prochaine décennie. Les rapport de l'OCDE *Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011* présente les seules mesures comparables à l'échelle internationale des aides agricoles dans les pays de l'OCDE ainsi qu'en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Russie, en Ukraine, et bientôt en Indonésie et au Kazakhstan. Les crédits à l'exportation, l'aquaculture et les normes applicables aux produits agricoles ont aussi été notamment abordés.

La Direction des échanges et de l'agriculture (TAD) soutient la mise en place d'un système commercial multilatéral fort et encadré. Elle aide les gouvernements à concevoir et mettre en œuvre des politiques d'échanges, d'agriculture et de pêche propices à une croissance durable et créatrice d'emplois. Elle gère également les programmes relatifs aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, et ceux traitant des normes applicables aux produits agricoles qui facilitent les échanges et la recherche en collaboration sur les systèmes agricoles durables. ■

Activités principales

- Politiques agricoles : www.oecd.org/agriculture/politiques
- Échanges agricoles : www.oecd.org/agriculture/echanges
- Bénéfices de la libéralisation des échanges : www.oecd.org/tad/beneficelib
- Environnement et échanges : www.oecd.org/echanges/env
- Crédits à l'exportation : www.oecd.org/echanges/xcred/
- Pêcheries : www.oecd.org/pecheries
- Échanges et développement : www.oecd.org/echanges/dev
- Échanges et emploi : www.oecd.org/echanges/emploi
- Facilitation des échanges : www.oecd.org/echanges/facilitation
- Échanges de services : www.oecd.org/echanges/services
- Normes pour les semences, tracteurs, matériel forestier, fruits et légumes : www.oecd.org/agriculture/code-fr
- Agriculture durable : www.oecd.org/agriculture/durable

Publications principales

- *Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011 - Pays de l'OCDE et économies émergentes*
- *Évaluation des réformes des politiques agricoles de l'Union européenne*
- *La certification dans les pêcheries et l'aquaculture*
- *Études de l'OCDE sur la croissance verte : alimentation et agriculture*
- *Globalisation, Comparative Advantage and the Changing Dynamics of Trade* (en anglais uniquement)
- *Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels* (en anglais uniquement)
- *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020*
- *Policy Perspectives on Trade and Jobs* (en anglais uniquement)
- « Price Volatility in Food and Agricultural Markets : Policy Responses » (rapport soumis au G20 par la Banque mondiale, la CNUCED, la FAO, le FIDA, le FMI, l'OCDE, l'OMC et le PAM, en anglais uniquement)
- *50 ans de crédits à l'exportation : la réglementation au service d'un commerce loyal*

Manifestations principales

- Conférence de l'OCDE sur les systèmes de connaissances agricoles (SCA), Paris, 15-17 juin 2011
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges 2011 : L'emploi, les échanges et la croissance solidaire, Paris, 8-9 novembre 2011
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture 2011 : L'amélioration de l'information et de l'analyse des marchés agricoles pour étayer les décisions des pouvoirs publics et renforcer la sécurité alimentaire, Paris, 28 novembre 2011
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges 2012, Paris, 8-9 novembre 2012
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture 2012, Paris, 26 novembre 2012

Secrétariat du Conseil et des relations mondiales

www.oecd.org/relationmondiales



Marcos Bonturi
Directeur par intérim
Courriel : grs.contact@oecd.org

« L'OCDE est à l'avant-garde du processus de réforme économique mondiale. Elle est ouverte aux avis, expériences et idées des grandes économies prospères, qu'elle s'efforce d'intégrer dans l'ensemble de son programme de travail. Cela garantit sa pertinence et son attrait en tant qu'Organisation aidant ses membres et ses partenaires à trouver ensemble des solutions aux défis économiques mondiaux actuels. »

La crise économique et ses conséquences ont accéléré une tendance séculaire de l'économie mondiale : les économies émergentes sont devenues le principal moteur de la croissance, ainsi que des acteurs majeurs pour les questions de gouvernance économique mondiale. Elles sont donc les partenaires clés de l'OCDE dans sa mission de contribution à une saine expansion économique dans les pays membres ainsi que non membres. Sur la base de ce constat, et à partir de l'initiative de 2007 en faveur de l'engagement renforcé, les membres ont souscrit, lors de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres de 2011, à une vision d'avenir appelant à de nouvelles formes de partenariat et de collaboration avec le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, afin de promouvoir l'intégration des grandes économies mondiales dans le programme de travail régulier de l'OCDE.

Le Secrétariat du Conseil et des relations mondiales (SCRM) joue un rôle central dans ce processus en conseillant le Secrétaire général et ses adjoints sur la politique générale et l'évolution de l'Organisation et de ses relations avec les pays membres et non membres. Il aide le Secrétaire général à préparer ses orientations stratégiques sur les relations mondiales de l'OCDE et collabore avec les directions de l'Organisation pour faciliter leur engagement auprès des membres et des partenaires. Le SCRM collabore également à la conception de programmes de travail avec des partenaires clés et des régions où l'expertise de l'OCDE peut apporter une contribution essentielle au processus de réforme, comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est.

Le SCRM travaille sur les aspects opérationnels du Conseil et de ses comités exécutifs et des relations extérieures, assistant le Secrétaire général et les pays membres sur les questions de gouvernance de l'Organisation. ■

Activités principales

- Afrique : www.oecd.org/afrique
- Brésil : www.oecd.org/bresil
- Chine (République populaire de) : www.oecd.org/chine
- Inde : www.oecd.org/inde
- Indonésie : www.oecd.org/indonesie
- Afrique du Sud : www.oecd.org/afriquedusud
- Amérique latine : www.oecd.org/latinamerica
- Moyen-Orient et Afrique du Nord : www.oecd.org/mena

Publications principales

Brochures de l'OCDE :

- Une action aux côtés de l'Afrique
- Active with India (en anglais uniquement)
- Active with The People's Republic of China (en anglais uniquement)
- Active with Southeast Asia: Special Focus Indonesia (en anglais uniquement)
- Brazil: For a Stronger, Cleaner, Fairer World Economy (en anglais uniquement)
- Latin America: For a Stronger, Cleaner, Fairer World Economy (en anglais uniquement)
- Indonesia and the OECD: Enhancing our Partnership (en anglais uniquement)

Manifestations principales

- 20 réunions du Conseil et adoption de 245 décisions
- 15 réunions du Comité exécutif
- 10 réunions du Comité des relations extérieures
- 1 réunion du Comité exécutif en session spéciale
- 1 réunion du Conseil au niveau des ministres

Bureau du Sherpa

www.oecd.org/g20



Gabriela Ramos
Directrice de Cabinet du Secrétaire général et Sherpa au G20
Courriel : osg@oecd.org

« Assurer une reprise économique plus forte et créatrice d'emplois est le principal objectif du G20. Nous saluons les réalisations obtenues à Cannes et espérons contribuer à la mise en œuvre des priorités définies par la présidence mexicaine du G20 afin de promouvoir la croissance verte et le développement solidaire. L'expertise de l'OCDE et son engagement dans la gouvernance mondiale continueront d'aider la communauté internationale à atteindre ces objectifs. »

Grâce à l'expérience de l'OCDE, ses contributions et ses conseils aux précédentes présidences du G20, la présidence mexicaine en 2012 offre à l'OCDE l'occasion unique de valoriser son expertise et ses atouts pour proposer des solutions aux défis économiques mondiaux. Les dirigeants du G20 savent qu'ils peuvent compter sur l'OCDE pour produire des analyses approfondies des politiques aptes à promouvoir la croissance et l'ouverture des marchés, renforcer l'emploi, assurer une gouvernance transparente et garantir la sécurité alimentaire.

L'OCDE aide les pays à cerner les principaux enjeux sur la scène mondiale et à élaborer des solutions concrètes. Les contributions de l'OCDE au G20 se fondent sur les travaux de ses comités, portant notamment sur les politiques structurelles, la croissance verte, la lutte contre la corruption, l'emploi, l'éducation financière et la protection des consommateurs, le développement, les subventions aux combustibles fossiles et la transparence fiscale.

L'OCDE a également participé aux efforts du G8 dans des domaines comme le développement (Forum pour le partenariat avec l'Afrique, Processus de Heiligendamm-L'Aquila), et offre actuellement son expertise au Partenariat de Deauville établi sous la présidence française du G8 afin d'appuyer la transition économique et politique des pays de la région MENA.

En participant à l'élaboration de l'architecture de gouvernance mondiale, l'OCDE a pu renforcer sa pertinence et son impact. En outre, la contribution croissante de l'OCDE au G20 lui a permis d'intensifier son engagement auprès des économies émergentes. Par exemple, la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, élaborée initialement par l'OCDE et le Conseil de l'Europe pour leurs membres, est désormais ouverte à tous les pays. Cet instrument permet aux pays de partager des informations fiscales par divers moyens, notamment un mécanisme automatique. Tous les pays du G20 ont signé la Convention.

Le Bureau du Sherpa s'emploie à coordonner les contributions essentielles des comités, groupes de travail et directions de l'OCDE afin de diffuser les travaux de l'OCDE auprès du G8 et du G20. Il prépare la participation et la contribution de l'OCDE aux réunions du G20 au niveau des dirigeants, des Sherpas, des ministres, des vice-ministres et des groupes de travail, ainsi qu'aux réunions du Partenariat de Deauville du G8. ■

Activités principales

G20 :

- Investissement, échanges et ouverture des marchés
- Politiques structurelles
- Lutte contre la corruption
- Développement
- Gestion des risques de catastrophes
- Emploi, compétences et politiques sociales
- Environnement et énergie, y compris croissance verte, subventions aux combustibles fossiles et protection du milieu marin
- Réforme du secteur financier
- Sécurité alimentaire et marchés des produits de base
- Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée
- Croissance verte
- Fiscalité

G8 :

- Partenariat de Deauville

Publications principales

- *Giving Youth a Better Start* (préparé par l'OCDE en collaboration avec l'OIT) (en anglais uniquement)
- *Pursuing Strong, Sustainable and Balanced Growth: A Note on the Implementation of Structural Reform Commitments* (OCDE) (en anglais uniquement)
- *Study on G20 Whistleblower Protection Frameworks, Compendium of Best Practices and Guiding Principles for Legislation* (OCDE) (en anglais uniquement)
- *Principes de haut niveau du G20 sur la protection des consommateurs de produits financiers* (Groupe de réflexion sur la protection financière des consommateurs du Comité des marchés financiers de l'OCDE, en étroite coopération avec le CSF)
- *Transparence fiscale 2011 : Rapport sur les progrès accomplis* (Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, Sommet de Cannes)
- *Joint report by IEA, OPEC, OECD and World Bank on Fossil-Fuel and Other Energy Subsidies: An Update of the G20 Pittsburgh and Toronto Commitments* (Sommet de Cannes) (en anglais uniquement)
- *6th Joint WTO-UNCTAD-OECD Report on G20 Trade and Investment Measures* (rapport de suivi biennuel) (en anglais uniquement)
- *Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses* (rapport stratégique contenant les contributions des organismes suivants : FAO, FIDA, FMI, OCDE, CNUCED, PAM, Banque mondiale, OMC, IFPRI et Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire de l'ONU) (en anglais uniquement)

Manifestations principales

- Réunions des ministres des Finances du G20, Mexico, 25-26 février, 20-21 avril 2012
- Réunion des ministres de l'Économie du G20, Mexico, 19 avril 2012
- Réunion des ministres des Finances du Partenariat de Deauville du G8, Washington, DC, 20 avril 2012
- Réunion des ministres du Travail du G20, Mexico, 16-18 mai 2012
- Sommet du G20, Los Cabos, 18-19 juin 2012
- Sommet des ministres des Finances du G20, Mexico, 4-5 novembre 2012

Relations extérieures et communication



Anthony Gooch
Directeur
Courriel : pac.contact@oecd.org

« Ce 50^e anniversaire a permis de repositionner l'OCDE comme l'organisation œuvrant à promouvoir des politiques meilleures pour une vie meilleure. Alors que les pays continuent de ressentir les effets de la crise, nous travaillons à faire part de cette mission plus largement et de façon plus dynamique. Grâce à des initiatives comme l'Indice "Vivre mieux", outil en ligne qui invite les citoyens à définir ce qui est le plus important pour leur bien-être, nous continuons à nous acquitter de cette mission et à renforcer la pertinence de l'Organisation pour les individus. En plaçant le public au cœur du débat sur les politiques à mener, nous pouvons commencer à passer de l'indignation et de l'inégalité à l'inclusion et à l'intégrité. »

Les cérémonies du 50^e anniversaire de l'Organisation ont connu leur point d'orgue, en mai 2011, avec une Semaine de l'OCDE particulièrement réussie. Le Forum de l'OCDE a accueilli un nombre record de plus de 2 000 participants et 125 intervenants de haut niveau issus des milieux politiques, des entreprises, des syndicats, de la société civile, du monde universitaire et des médias. Le lancement, lors de la Semaine de l'OCDE, de l'Indice « Vivre mieux », outil en ligne interactif permettant aux utilisateurs de créer leur propre indice personnalisé du bien-être, a constitué une innovation majeure. Ce nouvel outil a donné lieu à la consultation de plus de 400 000 pages pendant la seule durée du Forum de l'OCDE et, en mars 2012, le nombre de pages consultées se rapprochait des 2 millions.

Le Forum a également gagné en valeur grâce à une autre innovation importante : les séances de Fabrique-à-idées où les participants, de tous horizons, ont réfléchi ensemble sur des thèmes comme « Vers une croissance plus verte » ou « Se préparer aux emplois de demain ».

Plusieurs succès remarquables ont été enregistrés durant l'année. Le compte Twitter de l'Organisation a dépassé les 25 000 abonnés. Parallèlement, le deuxième *Annuel de l'OCDE* a confirmé la vitalité de cette nouvelle publication phare, avec un éditorial résolument ouvert sur l'avenir, rédigé par le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et des contributions du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, et du Président slovène, Danilo Türk, ainsi que de responsables du monde de l'entreprise, des milieux syndicaux et de la société civile.

PAC a continué à étendre le Réseau parlementaire de l'OCDE en organisant, pour la première fois en dehors de Paris, un Séminaire parlementaire de haut niveau accueilli par la Chambre des députés du Chili, à Santiago. ■

Activités principales

- Centres à l'étranger : www.oecd.org/centres-fr
- Société civile : www.oecd.org/societecivile
- Images et vidéos : www.flickr.com/OECD ; www.youtube.com/OECD
- Site Internet : www.oecd.org
- Relations avec les médias : www.oecd.org/media-fr
- Factblog de l'OCDE : www.oecd.org/statistics/factblog
- Forum de l'OCDE : www.oecd.org/forum
- Les essentiels de l'OCDE : www.oecd.org/lesessentiels ; <http://oecdinsights.org>
- L'Observateur de l'OCDE : www.observeurocde.org
- Relations avec les parlementaires : www.oecd.org/parlementaires
- Activités d'édition : www.oecd.org/editions
- Activités Web 2.0 : www.facebook.com/TheOECD ; www.twitter.com/OCDE_francais

Publications principales

- *De l'aide au développement : La lutte mondiale contre la pauvreté* (Les essentiels de l'OCDE)
- *L'Observateur de l'OCDE*
- *L'Annuel de l'OCDE 2012*
- *Rapport du Secrétaire général aux ministres 2012*

Manifestations principales

- Forum de l'OCDE 2011, « Des politiques meilleures pour une vie meilleure : Forum du 50^e Anniversaire de l'OCDE », Paris, 24-25 mai 2011
- Forum de l'OCDE 2012, « Comment passer de l'indignation et de l'inégalité à l'inclusion et à l'intégrité », Paris, 22-23 mai 2012

Direction exécutive

www.oecd.org



Patrick van Haute

Directeur

Courriel : accountexinfo@oecd.org

« En 2011, la Direction exécutive a poursuivi la mise en œuvre de changements dans la gestion afin de consolider l'infrastructure et la stabilité financière à long terme de l'OCDE. Nous avons continué à rationaliser et moderniser nos procédures et processus pour observer les meilleures pratiques. Nous avons encouragé avec succès les initiatives en faveur d'une Organisation plus verte. Ayant un souci constant de la qualité de nos services, nous avons lancé diverses études internes afin de mieux faire correspondre nos priorités avec celles du programme stratégique de l'Organisation. »

La Direction exécutive (EXD) supervise les actifs de l'OCDE. Elle est responsable des infrastructures de l'Organisation et de la prestation des principaux services en son sein, notamment les ressources humaines ; les questions budgétaires et financières ; les technologies de l'information et de la communication ; les services de conférence et de sécurité, les services linguistiques et opérationnels.

En 2011, EXD a lancé, avec la Direction des relations extérieures et de la communication, le programme KIM (Knowledge and Information Management), afin d'utiliser au mieux la somme considérable de connaissances et d'informations produites par l'Organisation. Il contribuera à améliorer la qualité des produits, l'efficacité opérationnelle de l'Organisation, ainsi que l'accessibilité de l'information pour le personnel, les membres et un éventail croissant de parties prenantes.

L'objectif d'EXD est de doter l'Organisation de structures modernes propres à étayer une gestion efficiente et efficace des ressources fournies par les pays membres. Dans ce contexte, elle a conçu des solutions pour répondre aux principaux défis budgétaires et financiers de l'Organisation dans les 50 prochaines années, en créant un Budget et Fonds de réserve pour les investissements en capital et une réserve dédiée au financement des coûts relatifs à la couverture santé post-emploi. ■

Audit interne et évaluation

www.oecd.org/auditinterne



Dominique Pannier
Directeur
Courriel : dominique.pannier@oecd.org

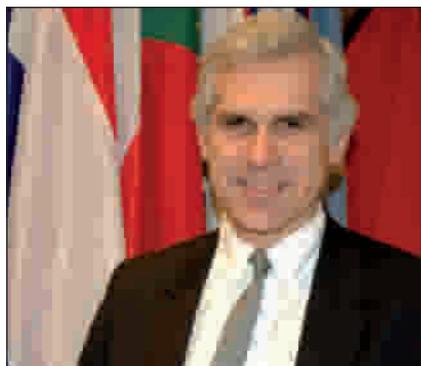
« L'Audit interne et l'Évaluation jouent un rôle essentiel dans la gouvernance de l'OCDE. L'Audit interne, en coordination avec l'auditeur externe, formule des recommandations concrètes à l'intention du Secrétariat pour améliorer l'efficacité et la responsabilité, et s'assure de la qualité des contrôles de la gestion financière et opérationnelle de l'OCDE. L'Évaluation examine la pertinence, l'efficacité et l'efficacité des principaux comités de l'OCDE, sous la supervision du Comité d'évaluation, et ses recommandations contribuent à améliorer les performances des comités et à renforcer leur responsabilité à l'égard du Conseil. »

Le plan de travail 2011/12 de l'Audit interne basé sur les risques s'est concentré sur les Forums internationaux des transports 2008 et 2010 ; les contrôles internes de la Section inter-organisations d'étude des salaires et des prix ; le projet de bibliothèque en ligne de l'OCDE ; les allocations et prestations versées au personnel ; les contributions volontaires et dons ; et l'examen du processus relatif aux déclarations des dirigeants. En outre, l'Audit interne a conseillé le Secrétaire général et des hauts responsables de l'Organisation sur l'actualisation du système de gestion des risques ; la restructuration des achats ; l'assistance permanente à la correspondance avec les donateurs sur leurs dons ; le renforcement de la « coordination statistique » ; et la recherche de synergies entre l'unité responsable du programme de soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion et le reste de la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial (GOV). Dans le cadre du 50^e anniversaire de l'OCDE, l'Audit interne et GOV ont organisé un séminaire conjoint sur les contrôles et l'audit internes dans le secteur public.

En 2012, l'Audit interne prévoit de mener des audits dans des domaines aussi nombreux et variés, sélectionnés en fonction de leurs risques relatifs, et continuera de fournir des services consultatifs.

En juin 2011, le Directeur de l'Audit interne est devenu responsable de la fonction d'Évaluation en profondeur (IDE), qui relevait jusqu'alors du SGE/CES. Bien que les deux fonctions soient dirigées par la même personne, leurs relations avec leurs comités permanents respectifs (Comité d'audit et Comité d'évaluation) n'en seront pas modifiées. En 2011, le travail de l'Évaluation en profondeur s'est concentré sur l'achèvement du premier cycle de 31 évaluations, lancé en septembre 2005, et sur la préparation de la méthodologie et du programme du deuxième cycle. En s'appuyant sur le premier cycle, qui visait principalement à améliorer le fonctionnement des comités, le deuxième cycle de l'IDE – désormais en cours – ambitionne davantage à renforcer la pertinence et l'efficacité des comités, et s'emploie également à accélérer et approfondir l'intégration de l'IDE dans le cycle de gestion intégré de l'Organisation. ■

Direction des affaires juridiques



Nicola Bonucci
Directeur
Courriel : legal@oecd.org

« Au cours de ses 50 années d'existence, l'OCDE s'est adaptée aux circonstances et à l'évolution du monde, mais a su maintenir son influence sur l'élaboration du droit international en définissant des normes approuvées et reconnues par la communauté internationale. »

La Fédération de Russie a franchi une nouvelle étape vers l'adhésion à l'OCDE en signant la Convention contre la corruption. 2012 sera une année décisive pour la Russie comme pour l'OCDE, et la Direction des affaires juridiques (LEG) continuera de coordonner le processus d'adhésion, en collaboration avec toutes les directions concernées et sous l'égide des membres de l'OCDE.

LEG a également joué un rôle déterminant dans la révision et la modification de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, désormais ouverte à la signature de tous les pays. En février 2012, la Convention comptait déjà 33 signataires, et d'autres pays, y compris plusieurs partenaires incontournables de l'OCDE, devraient leur emboîter le pas au cours de l'année.

LEG continue de diffuser et de promouvoir les travaux d'élaboration de normes menés par l'Organisation. En septembre 2011, la direction a organisé un symposium avec la Société française pour le droit international et l'Université Paris I sur le « pouvoir normatif de l'OCDE ». LEG approfondit également ses liens institutionnels avec l'Association internationale du barreau et cherche en permanence à collaborer avec le milieu et les institutions universitaires. Enfin, LEG est étroitement impliquée dans toutes les réformes internes de l'Organisation, tant en ce qui concerne le règlement du personnel que la gouvernance de l'OCDE.

La Direction des affaires juridiques est chargée de formuler des avis sur les aspects juridiques, institutionnels et procéduraux des activités de l'Organisation, notamment dans le cadre de l'engagement avec les non membres et de l'application des accords sur les privilèges et immunités. En outre, LEG règle les litiges relatifs aux achats et à certaines contributions financières, et représente l'Organisation en justice. La Direction soutient par ailleurs activement les réformes menées par l'Organisation dans le domaine financier et celui des ressources humaines, en contribuant à l'élaboration, à la révision et à la mise en œuvre de la réglementation interne. ■

AGENCES DE L'OCDE ET AUTRES ENTITÉS SPÉCIALES



Centre de développement

Le Centre de développement a été créé en 1962 en tant que plateforme indépendante de dialogue et de partage des connaissances entre les pays membres de l'OCDE et les économies émergentes et en développement. Il constitue un forum permettant aux pays de partager leurs expériences en matière de politiques économiques et sociales, sur un pied d'égalité. Des pays de tous niveaux de développement sont représentés et jouissent du même statut. Depuis l'adhésion de l'Argentine et du Cap-Vert en mars 2011, le Centre compte 42 membres à part entière, dont 17 ne sont pas membres de l'OCDE, notamment le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud.

Le Centre identifie les nouveaux problèmes systémiques susceptibles d'avoir un impact sur le développement mondial, ainsi que les obstacles spécifiques au développement auxquels les pays émergents et en développement se heurtent aujourd'hui. Il aide en outre les pays membres et non membres de l'OCDE, en particulier les pays à revenu intermédiaire, à chercher des solutions novatrices pour promouvoir le développement et la lutte contre la pauvreté. Dans ce but, il produit des analyses et recommandations de pointe, qui nourrissent ensuite un dialogue de fond sur les politiques à mener, et favorisent l'apprentissage entre pairs. Le Centre héberge également des partenariats stratégiques instaurés avec diverses communautés d'acteurs du développement, gouvernementales ou non gouvernementales, à but lucratif ou non. Avec ces différents acteurs, il s'emploie à déterminer les domaines d'intervention des pouvoirs publics nécessitant un soutien ciblé. En plus de ces activités de partenariat et de plateforme de dialogue, le Centre produit chaque année quatre publications phares : *Perspectives économiques en Afrique*, *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, *Perspectives économiques en Asie du Sud-Est* et *Perspectives du développement mondial*. ■

Pour plus d'informations, voir : www.oecd.org/dev-fr

Agence internationale de l'énergie

En 2011, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a poursuivi son vaste programme de recherche énergétique, de collecte et d'analyse de données, d'établissement de perspectives des marchés, de publication et de diffusion des analyses et recommandations de politique énergétique. En septembre, Maria van der Hoeven en est devenue la Directrice exécutive.

Les événements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que la tragédie de Fukushima, ont intensifié les préoccupations concernant la sécurité énergétique. En juin, les pays membres ont lancé la troisième action collective de l'histoire de l'AIE en mettant sur le marché 60 millions de barils de pétrole, en réponse à la crise d'approvisionnement libyenne.

La réunion ministérielle de 2011 de l'AIE a rassemblé les délégations des 28 pays membres ainsi que d'Afrique du Sud, du Brésil, du Chili, de Chine, d'Estonie, d'Inde, d'Indonésie, du Mexique, de Russie et de l'Union européenne, représentant plus de 75 % de la demande mondiale d'énergie. Les ministres ont marqué leur soutien aux efforts pour renforcer la sécurité énergétique, la durabilité, l'accès à l'énergie et la coopération mondiale, et le Secrétariat a finalisé des déclarations bilatérales et des programmes de travail communs avec d'importants pays non membres.

L'édition 2011 du *World Energy Outlook* prévoit une poursuite de la hausse de la demande dans les économies émergentes, met en garde contre une insuffisance des investissements et signale que les émissions de CO₂ ont atteint un niveau record en 2010, soulignant l'urgence du passage à un système énergétique sobre en carbone, faute de quoi les limites d'émissions seront atteintes en 2017. Elle revient également sur les marchés du charbon, le financement de l'accès à l'énergie et la Russie. Des recommandations d'efficacité énergétique révisées et un examen des progrès de mise en œuvre dans les pays membres ont été présentés à la réunion ministérielle. Des plans d'action énergétique ont évalué les technologies exploitables, notamment les biocarburants et les réseaux intelligents.

Un rapport remis à la réunion ministérielle sur les énergies propres a résumé les progrès de mise en œuvre des politiques d'énergies propres, et des travaux communs pour le G20 se sont penchés sur les subventions aux combustibles fossiles et la formation des prix des produits de base. Une nouvelle revue, *IEA Energy*, a par ailleurs été lancée. Le Chili est déjà pays candidat, et l'Estonie a également entamé des négociations d'adhésion. ■

Pour plus d'informations, voir : www.iea.org

Agence pour l'énergie nucléaire

L'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) est une agence spécialisée de l'OCDE. Ses 30 pays membres représentent environ 85 % de la puissance nucléaire installée mondiale. L'AEN aide ses pays membres à maintenir et approfondir, par la coopération internationale, les bases scientifiques, technologiques et juridiques indispensables à une utilisation sûre, écologique et économique de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les informations qu'elle fournit contribuent aux décisions gouvernementales en matière d'énergie nucléaire ainsi qu'aux analyses plus générales des politiques réalisées par l'OCDE. Ses travaux portent sur la sûreté et la réglementation nucléaires, la gestion des déchets radioactifs, la protection radiologique, la science et les données nucléaires, le développement de l'énergie nucléaire et le cycle du combustible, ainsi que les affaires juridiques. L'AEN assure également le secrétariat technique de plusieurs projets conjoints, du Programme multinational d'évaluation des conceptions qui vise à renforcer la coopération pour l'examen des conceptions de sûreté des nouveaux réacteurs, et du Forum international Génération IV qui coordonne les efforts de recherche et de développement que consacrent les membres aux systèmes d'énergie nucléaire de la prochaine génération.

Depuis mars 2011, l'AEN a été largement associée aux activités liées à l'accident nucléaire de Fukushima. Avec la Présidence du G8, elle a organisé un forum des régulateurs et un séminaire ministériel sur la sûreté nucléaire en juin 2011. L'Agence a tenu de nombreuses réunions de coordination et d'information, avec notamment des représentants des autorités de réglementation nucléaire, des experts de la sûreté nucléaire et des spécialistes de la santé publique. Pour faciliter l'échange d'informations entre les pays membres, elle a ouvert une page Internet spécialement consacrée à Fukushima (www.oecd-nea.org/nsd/fukushima). Elle a également déployé d'importants efforts pour apporter au gouvernement japonais une assistance technique directe, axée notamment sur la décontamination et la réhabilitation des sols, le développement et la mise en œuvre d'exams nationaux et de tests de résistance, et l'amélioration de l'infrastructure réglementaire. ■

Pour plus d'informations, voir : www.oecd-nea.fr

Forum pour le partenariat avec l'Afrique

Le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) est une tribune politique de premier plan qui débat des grandes priorités de l'action publique et suit les progrès des engagements pour le développement de l'Afrique. Il regroupe l'ensemble des pays africains membres du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les principales institutions africaines et d'autres partenaires majeurs au développement. Le FPA a été créé en 2003 après le Sommet du G8 à Évian, afin d'élargir le dialogue entre le G8 et le NEPAD en y associant les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux au développement de l'Afrique. En 2005, les membres du FPA ont décidé de créer une unité de soutien, hébergée par l'OCDE, afin d'étayer les travaux de suivi et d'analyse.

En 2011, le FPA s'est réuni à deux reprises : en avril (à Paris) et en novembre (à Addis-Abeba). Avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, l'unité de soutien a préparé l'édition 2011 de l'*Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique* (rapports intérimaire et principal), qui analyse la mise en œuvre des engagements pris par les pays africains et leurs partenaires, les résultats obtenus et les priorités futures. Le rapport intérimaire a été publié avant le Sommet du G8 de Deauville, et le rapport principal a été présenté au 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan.

L'unité de soutien a joué un rôle actif dans la préparation de la brochure *Une action aux côtés de l'Afrique*. Son directeur a également coordonné le rapport sur « Des politiques meilleures pour le développement – Recommandations pour la cohérence des politiques », en coordination étroite avec d'autres directions de l'OCDE. Ce rapport a été communiqué à la Réunion de 2011 du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres. ■

Pour plus d'informations, voir : www.forumpartenariatafrique.org/fre

Groupe d'action financière

Le Groupe d'action financière (GAFI) établit les normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il s'agit d'un organisme intergouvernemental indépendant créé en 1989 à Paris, lors du Sommet du G7. Le GAFI élabore et promeut des stratégies de protection du système financier mondial face au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. En février 2012, après plus de deux années d'efforts des pays membres, le GAFI a adopté et publié ses nouvelles recommandations, les Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération.

Les normes du GAFI ont été révisées pour renforcer les mécanismes de sauvegarde internationaux et mieux protéger l'intégrité du système financier en procurant aux États des outils plus efficaces d'action contre la délinquance financière. Parallèlement, suite à un appel du G20, ces nouvelles normes couvriront de nouveaux domaines prioritaires comme la corruption et la délinquance fiscale. Plus de 180 pays mettent en œuvre les recommandations du GAFI pour combattre ces infractions.

En juin 2011, l'Italien Giancarlo Del Bufalo est devenu Président du GAFI. En février 2012, le GAFI a accueilli le Groupe d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) en qualité d'observateur. La coopération entre le GAFI et le GABAC permettra d'étendre le réseau mondial de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme à l'Afrique centrale. En avril 2011, les ministres des Finances des pays membres du GAFI ont approuvé le renouvellement de son mandat pour une période de huit ans, de 2012 à 2020. ■

Pour plus d'informations, voir : www.fatf-gafi.org

Forum international des transports

Le Forum international des transports (FIT) est une organisation intergouvernementale rattachée à l'OCDE.

Ses 53 pays membres s'emploient à rechercher des solutions aux grands problèmes de transports et de mobilité du XXI^e siècle. Le FIT est une plate-forme visant au progrès des politiques et pratiques dans le secteur des transports, et à leur contribution à la croissance économique, à la protection de l'environnement et à la cohésion sociale. Ses activités fondamentales sont le sommet annuel et le Centre conjoint OCDE/FIT de recherche sur les transports. Le sommet annuel est un forum unique de dialogue mondial sur les stratégies dans le secteur des transports. Il offre aux ministres concernés l'occasion d'engager des débats ciblés avec des décideurs du secteur, de la société civile et du monde de la recherche.

En mai 2011, le sommet du FIT intitulé « Des transports pour la société » a réuni à Leipzig (Allemagne) plus de 800 délégués pour débattre sur la façon dont les transports peuvent encore davantage bénéficier aux citoyens et aux sociétés. Les ministres des Transports sont convenus de s'attacher à améliorer les avantages nets des transports et à accroître la durabilité économique, environnementale et sociale, en privilégiant particulièrement l'équité, la sûreté, l'urbanisation, la croissance économique, l'emploi, l'efficacité, le financement, la technologie et l'innovation, ainsi que l'environnement et la santé.

Les ministres réunis au Forum international des transports ont clairement affirmé qu'ils continueraient de relever ces défis dans leurs politiques nationales. Ils ont appelé toutes les parties prenantes du secteur à rejoindre leurs efforts pour faire en sorte que les transports améliorent sans cesse la qualité de vie des individus et des collectivités.

Le sommet 2012 du FIT, qui se tiendra du 2 au 4 mai, aura pour thème les « Transports sans rupture : développer les connexions ». ■

Pour plus d'informations, voir : www.internationaltransportforum.org

Partenariat pour la gouvernance démocratique

Le Partenariat pour la gouvernance démocratique (PGD) est le fruit d'une initiative pilote triennale lancée en 2007 par divers pays de l'OCDE, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et un groupe de pays à revenu intermédiaire. Hébergé à l'OCDE et soutenu par le PNUD, le PGD est un groupe multilatéral indépendant de pays et organisations partageant les mêmes idées et désireux d'aider les gouvernements de pays en développement, d'États fragiles, de nations sortant d'un conflit et de jeunes démocraties à renforcer leurs structures de gouvernance politique et administrative. Il apporte un concours pour l'organisation d'initiatives et de projets permettant de sous-traiter efficacement certains services publics et fonctions essentielles de l'État pendant une période prédéterminée. À travers la coopération internationale et des initiatives locales, les membres apprennent à mieux comprendre comment apporter un soutien rapide aux autorités publiques d'États fragiles ou sortant d'un conflit.

En 2010, le PGD a poursuivi ses travaux avec la Géorgie, Grenade, le Guatemala, Haïti et le Libéria, en vue d'aider ces pays sortant d'un conflit ou en situation de fragilité étatique à consolider leurs fonctions gouvernementales et leurs services publics. La collection de publications du PGD s'est enrichie de trois ouvrages, portant sur des questions allant du recrutement et du déploiement de personnels civils au début des phases de redressement, à la contribution du retour des diasporas dans les États fragiles. Le Guide sur l'externalisation des services et fonctions de l'État dans les situations post-conflit et de fragilité, publication phare du PGD s'appuyant sur des études de cas réalisées en Haïti et au Libéria, est paru en novembre. À l'appui du message de cet ouvrage, le PGD a également réalisé un documentaire audiovisuel.

Le PGD a rempli pour 2012 son mandat, qui était de fournir à ses membres et à l'OCDE une panoplie d'outils pour, entre autres, remédier à la fragilité des États, œuvrer au développement des capacités et concevoir des moyens novateurs d'améliorer les services publics, y compris par la « sous-traitance » à des prestataires extérieurs à l'État. Ces outils seront intégrés dans les travaux de l'Organisation sur le développement. ■

Pour plus d'informations, voir : www.oecd.org/pgd

Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest

Le Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest (CSAO) est l’émanation de la plus ancienne initiative de solidarité et de partenariat entre la zone OCDE et l’Afrique. Il a été créé en 1976 par des pays membres de l’OCDE pour mobiliser le soutien et l’attention de la communauté internationale sur les sécheresses à répétition frappant la région du Sahel. Face à l’interdépendance croissante des pays de la région, le Club a étendu en 2001 son champ géographique à l’ensemble des pays de l’Afrique de l’Ouest. Fondé sur le principe du partage des savoirs et des expériences, le Club met ses ressources au service des priorités définies et des actions mises en œuvre par les organisations régionales ouest-africaines. En 2011, la Communauté des États d’Afrique de l’Ouest, l’Union économique et monétaire ouest-africaine et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel sont devenus membres du Club.

Les membres du CSAO font preuve d’une détermination commune à œuvrer de concert au développement et à l’intégration de l’Afrique occidentale. Dans cette optique, le Club suit de près les évolutions socio-économiques, politiques et environnementales de la région, mène des analyses prospectives, et promeut le dialogue. Il entend ainsi favoriser l’efficacité des mesures prises aussi bien par ses membres que par d’autres acteurs, et contribuer à mieux anticiper les possibilités de développement et les risques de conflit en Afrique de l’Ouest. ■

Pour plus d’informations, voir : www.oecd.org/csao

Comité consultatif économique et industriel

Fondé en 1962, le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) est officiellement reconnu par le Conseil de l'OCDE comme l'organe représentatif des milieux d'affaires des pays de l'OCDE.

Le BIAC apporte un point de vue intersectoriel et pluridisciplinaire sur les travaux de l'OCDE concernant les entreprises. Il rassemble plus de 2 100 représentants des milieux d'affaires, issus de 50 associations patronales nationales des pays membres de l'OCDE et des principales économies non membres, et plus de 30 associations sectorielles supranationales. Les membres du BIAC collaborent dans le cadre de 37 groupes d'orientation différents. En tant qu'association patronale internationale indépendante, le BIAC préconise, au nom des industriels, des positions consensuelles auprès de l'OCDE et de ses États membres, pour que les outils et recommandations adoptés favorisent la croissance et la prospérité du secteur privé et contribuent ainsi à l'économie mondiale.

Durant l'année écoulée, la première priorité du BIAC a été de travailler avec l'OCDE à promouvoir la création d'emplois et une croissance économique mondiale vigoureuse, tirée par l'investissement privé. Il a exhorté les gouvernements à mener des politiques pour renforcer l'employabilité, l'innovation, la croissance verte, ainsi que le libre-échange et l'investissement. Le BIAC soutient que, pour consolider au mieux la croissance, il faut privilégier les valeurs fondamentales de l'économie de marché, et notamment récompenser le travail et l'investissement productif, encourager les prises de risques mesurées ainsi que la transparence sur la valeur marchande.

En écho à l'environnement mondialisé des entreprises, le BIAC veut approfondir ses activités de coopération et de coordination avec les milieux d'affaires des pays non membres, et promouvoir ainsi leur engagement auprès de l'OCDE. Il souhaite qu'au cours des prochaines années, l'Organisation joue un rôle accru dans l'architecture économique mondiale, et se tient prêt à soutenir ses efforts dans ce sens. ■

Pour plus d'informations, voir : www.biac.org

Commission syndicale consultative

La Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) est l'organe de liaison avec le mouvement syndical. Le TUAC comprend 59 centrales syndicales affiliées dans les pays de l'OCDE, représentant plus de 61 millions de travailleurs, ainsi que des membres associés en Afrique du Sud, au Brésil, en Indonésie et en Russie. Durant l'année écoulée, le TUAC s'est concentré sur la réponse à la crise économique, en soulignant la nécessité d'adopter des mesures propres à stimuler la croissance, à protéger et développer l'emploi, et à renforcer la réglementation du secteur financier. Il préconise un changement radical d'orientation du modèle économique, afin d'établir une économie mondialisée plus forte, permettant de réduire les inégalités de revenus.

Le TUAC, en collaboration avec la Confédération syndicale internationale, a coordonné les contributions des syndicats aux sommets du G20 et du G8, par l'intermédiaire du L20, et a pris part aux travaux du groupe de travail du G20 sur l'emploi, ainsi qu'aux conférences sur ce thème. Il a également coordonné les contributions des syndicats à l'ouvrage *Exiting from the Crisis: Towards a Model of More Equitable and Sustainable Growth*.

Le TUAC et ses partenaires de Global Union ont aussi contribué à la mise à jour des *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, et le TUAC a créé une base de données et un site Internet rassemblant les plaintes faisant intervenir des syndicats au titre des *Principes directeurs* depuis 2000. ■

Les membres du Bureau du TUAC sont :

Président : **Richard Trumka**, Président de l'AFL-CIO, États-Unis ; Vice-présidents : **Luc Cortebeek**, Président honoraire de la CSC, Belgique ; **Marie-Louise Knuppert**, Secrétaire nationale de LO, Danemark ; **Nobuaki Koga**, Président de RENGO, Japon ;
Secrétaire général : **John Evans**.

Pour plus d'informations, voir : www.tuac.org

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

OCDE Paris

2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

Tél. : 33 (0) 1 45 24 81 67

Fax : 33 (0) 1 45 24 99 30

E-mail : sales@oecd.org

Commande en ligne : www.oecd.org/librairie

Centre OCDE de Berlin

Schumannstrasse 10, D-10117 Berlin

Tél. : 49 30 288 8353

Fax : 49 30 288 83545

E-mail : berlin.centre@oecd.org

Internet : www.oecd.org/berlin

SEMMAINE

L'OCDE

DANS LE MONDE

www.oecd.org

DE L'OCDE

Centre OCDE de Mexico

Av. Presidente Mazaryk 526

Piso 1, Col. Polanco, México, D.F. 11560

Tél. : 52 55 91 38 62 30

Fax : 52 55 91 38 70 96

E-mail : mexico.contact@oecd.org

Internet : www.oecd.org/centrodemexico

Centre OCDE de Tokyo

3rd Floor, Nippon Press Center Building

2-2-1 Uchisaiwaicho

Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011

Tél. : 81 3 5532 0021

Fax : 81 3 5532 0035

E-mail : tokyo.contact@oecd.org

Internet : www.oecdtokyo.org

Centre OCDE de Washington

2001 L Street, NW, Suite 650, Washington DC 20036-4922

Tél. : 1 202 785 6323

Fax : 1 202 785 0350

E-mail : washington.contact@oecd.org

Internet : www.oecdwash.org